ANNALES
ALGÉRIENNES

NOUVELLE ÉDITION,
REVUE , CORRIGÉE ET CONTINUÉE JUSQU'À LA CHUTE D'ABD-EL-KADER

AVEC EN APPENDICE,

Contenant le Résumé de l'Histoire de l'Algérie de 1848 à 1854
et divers Mémoires et Documents ;

PAR

E. PELLISSIER DE REYNAUD.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,
LIBRAIRIE MILITAIRE,

J. DUMAINE, LIBRAIRE-ÉDITEUR DE L'EMPEREUR.
Rue et Passage Dauphine, 30.

ALGER. — LIBRAIRIE BASTIDE.

Octobre 1854.

Autres livres à télécharger sur le site
https://abbassa.wordpress.com

ANNALES ALGÉRIENNES.

LIVRE XVII.

Arrivée du maréchal Clausel à Alger en qualité de gouverneur général. — Choléra-morbus. — Nominations de Beys. — Expéditions dans la province d'Alger. — Événements de Bône et de Bougie. — Expédition de Mascara. — Combat du Sig. — Combat de l'Habra. — Entrée des Français à Mascara et incendie de cette ville. — Fin de l'expédition de Mascara.

M. le maréchal Clauzel, nommé gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, arriva à Alger le 10 août 1835, deux jours après le départ du comte d'Erlon, son prédécesseur. Les souvenirs de sa courte administration de 1830 lui étaient en général favorables, et bien des gens ne voyaient qu'en lui le salut de la colonie. Les personnes réfléchies, qui ne partageaient pas entièrement cet enthousiasme, reconnaissaient cependant au nouveau gouverneur une force de volonté susceptible de vaincre bien des obstacles, si elle était bien dirigée, et des talents militaires dont les circonstances où se trouvait l'Afrique demandaient une prompte application. Il était impossible, d'un autre côté, de ne pas lui savoir quelque gré

du zèle avec lequel il avait défendu les intérêts de nos possessions africaines. Ainsi donc, toutes ces causes agissant à la fois, le maréchal reçut à son arrivée à Alger de nombreuses et sincères félicitations. Pénétré de cette confiance en soi-même qui, renfermée dans de justes bornes, est un élément de succès, il répandit une proclamation où il donnait sa nomination au gouvernement d'Alger pour preuve irrécusable des bonnes intentions du roi des Français envers la colonie; et, comme les courses des Arabes hostiles étaient ce qu'il importait le plus de faire promptement cesser, il fit entendre ces paroles rassurantes pour la population européenne : « *Dans deux mois il n'y aura plus d'Hadjoutes*. » Ces mots, transmis de bouche en bouche, semblaient justifier les espérances que l'on avait mises en M. le maréchal Clauzel. Les ennemis passionnés et systématiques des indigènes y virent une menace d'extermination qu'un prompt effet devait suivre, et les hommes raisonnables l'annonce de l'adoption de sages mesures destinées à mettre un terme aux hostilités. Chacun étant ainsi satisfait, les Européens exprimèrent par des démonstrations bruyantes leur reconnaissance anticipée pour le nouveau gouverneur et leur confiance dans l'avenir.

Le choléra éclata à Alger peu de jours après l'arrivée du maréchal Clauzel; il frappa principalement sur les juifs. Il en avait été de même à Oran, l'année précédente. On attribua avec raison la préférence avec laquelle le fléau semblait choisir ses victimes dans cette partie de la population, à la malpropreté dans laquelle elle vit ; entassée dans des habitations petites et malsaines. L'administration lui ouvrit en conséquence un asile au Bouzaréa, qui est le point le plus sain de la banlieue d'Alger ; elle y trouva, avec

un air pur, une bonne nourriture et des soins assidus. M. Vialar, dont nous avons déjà eu occasion de parler, prit la direction de et établissement. Tant que dura l'épidémie, il se dévoua tout entier à cette œuvre de charité, puissamment secondé par sa sœur, dame supérieure des hospitalières. Ces pieuses fille n'étaient à Alger que depuis peu de jours, lorsque le choléra y éclata ; de sorte que l'heure du danger et du combat ne tarda pas à sonner pour elles. Depuis cette époque, elles ne cessèrent de prodiguer leurs soins et leurs consolations aux pauvres et aux malades, sans jamais faire aucune distinction de race ni de secte. Le Musulman ainsi secouru par des mains consacrées à Jésus-Christ, apprenait à ne plus maudire une religion qui peut enfanter un aussi pur dévouement à l'humanité.

Les Arabes souffrirent plus que nous du choléra. La ville de Blida fut surtout maltraitée. Les deux races qui se disputent le sol africain étant ainsi courbées sous les coups d'un fléau qui les frappait également, les hostilités furent un instant suspendues, et pendant deux mois tout resta en stagnation. Enfin, lorsque la maladie eut cessé ses ravages, la guerre recommença les siens.

Un des premiers soins du maréchal Clauzel devait être de venger l'affront de la Macta. Une expédition sur Mascara avait été résolue par le Gouvernement ; mais l'apparition du choléra et quelques hésitations de la part du ministère ayant suspendu l'envoi des renforts considérables que cette entreprise exigeait, elle fut renvoyée à un peu plus tard. En attendant, et comme pour occuper l'attention du public, qui avait hâte de le voir à l'œuvre, le maréchal forma des beylicks sur la carte, et nomma des

beys destinés à ne jamais être qu'imaginaires. Le 9 septembre, un arrêté éleva Ben-Omar[1] à la dignité fictive de bey de Miliana et de Cherchel. Le 15 du même mois, un vieux Turc, nommé Mohammed-ben-Hussein, échappé à la proscription de 1830, fut nommé bey de Titteri. La partie de la population de cette province qui avait quelques dispositions à se rapprocher de nous, ne vit pas ce choix d'un œil favorable. Il contrariait les projets de Ben-Aouda-el-Moktari, qui ne voulut pas le reconnaître. Son exemple fut suivi par les tribus du sud ; mais les Abid, les Douair et les Hassan-ben-Ali, tribu à laquelle appartenait la femme du vieux Mohammed, résolurent d'envoyer des députés à Alger, plus encore pour s'assurer des intentions des Français que pour reconnaître le nouveau bey, ainsi que les événements le prouvèrent. Cette simple démarche déplut tellement à la majorité des tribus, que les députés, craignant d'être arrêtés et maltraités par elles, n'osèrent suivre la route ordinaire; ils se rendirent furtivement à Alger par des chemins détournés. Le maréchal les reçut avec distinction et, les ayant réunis dans son palais, proclama solennellement Mohammed-ben-Hussein bey de Titteri, lui fit prêter serment de fidélité à la France, et lui remit le sabre et la candoura[2]. Tous les députés reçurent des bournous et autres présents en usage parmi les Arabes.

Trois jours après cette cérémonie, le général Rapatel partit du camp de Bouffarik avec une colonne de 2,000 hommes, pour mettre le bey Hussein sur la route de sa, pro-

(1) Le même qui avait été nommé bey de Titteri en 1830

(2) Espèce de vêtement d'honneur.

vince. On supposait, sans que rien y autorisât, qu'un fort parti viendrait au devant de lui ; mais, arrivé au pied des montagnes, sur le territoire des Mouzila, le général s'aperçut que ce n'était là qu'une complaisante illusion, et que, dans la réalité, il faudrait combattre, si l'on voulait s'engager dans les montagnes. Les Mouzaïa étaient en armes. On entra en pourparler avec eux, mais sans résultat. Le général Rapatel avait trop peu de monde, et surtout trop peu de vivres, pour forcer le passage. D'un autre côté, une pointe sur Médéa n'aurait servi à rien, dès l'instant que la province de Titteri ne se prononçait pas pour notre bey. L'avis de tous les chefs de corps, que le général consulta, fut donc qu'on devait rentrer à Bouffarik. En conséquence, après avoir bivouaqué aux environs de la ferme de Mouzaïa, le 4 octobre, la colonne se mit en retraite le 5 au matin. Les Mouzaïa, qui, là veille, n'avaient pas tiré un coup de fusil, se livrèrent alors à des actes d'hostilité contre l'arrière-garde. Il y eut là un petit engagement, où M. Bro, sous-lieutenant au 1er régiment de chasseurs d'Afrique, fut grièvement blessé et eut son cheval tué ; abandonné par le peloton qu'il commandait, il se défendait encore vaillamment seul contre trois ennemis malgré sa faiblesse, mais il allait périr, lorsqu'il fut secouru par le commandant Lamoricière et les capitaines Grand et Bonorand.

Le général Rapatel, après avoir laissé à Bouffarick le vieux Mohammed-ben-Hussein, retourna à Alger auprès du maréchal qui aurait dû comprendre dès ce moment qu'un arrêté ne suffisait pas pour créer des beys.

M. le lieutenant-colonel Marey fut aussi laissé à Bouffarick avec les zouaves et les spahis réguliers. Il, eut ordre d'effectuer deux de ces petites expéditions que les

Arabes appellent razzia. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, cet officier supérieur envahit le Haouch-ben-Burnouh et le Haouch-ben-Salah, dans le Merdjia, où se trouvaient réunies plusieurs familles de Beni-Khelil, qui faisaient cause commune avec les Hadjoutes ; on leur enleva du bétail, des femmes et des enfants.

Dans la nuit du 9 au 10, M. Marey, toujours avec les zouaves et les spahis, marcha sur la demeure des marabouts de Sidi-Habchi, sur les premières pentes de l'Atlas, à deux lieues de Bouffarick. On reprochait é Sidi-Yahia, l'un de ces marabouts, d'être en relation avec El-Hadj-el-Sghir[1], dont il était beau-frère, et de recevoir chez lui les Hadjoutes. Son habitation fut dévastée ; ses frères parvinrent à s'échapper, mais lui fut pris avec sa femme et conduit à Alger. En revenant de cette expédition, les zouaves essuyèrent le feu de quelques Kbaïles et eurent deux hommes tués.

Les femmes et les enfants pris dans l'expédition du 7 furent échangés, peu de jours après, contre la famille d'un Arabe à notre solde enlevée par les Hadjoutes.

Mohammed-ben-Hussein ne resta que peu de jours à Bouffarick. Bientôt las du rôle équivoque qu'il y jouait, il résolut de se rendre dans la province de Titteri seulement avec les quelques cavaliers qu'il avait auprès de lui, puisque les Français semblaient renoncer au projet de l'y conduire eux mêmes; il espérait déterminer un mouvement populaire en sa faveur. Il partit donc de Bouffarick pendant

---

(1) El-Hadji-Mahiddin-el-Sghir-ben-Sidi-Ali-ben-Moubarek, qui avait été notre aga sous le génerai Berthézéne et le duc de Rovigo, et qui était, à cette époque, bey de Miliana pour Abd-el-Kader.

la nuit, traversa les montagnes inaperçu, et arriva chez les Hassan-ben-Ali, où un petit nombre d'amis de la famille de sa femme se réunirent à lui. Après quelques courses, entreprises pour attirer les autres tribus qui ne bougèrent pas, il fut abandonné de ses faibles partisans et réduit à se réfugier chez son beau-père, lequel fut souvent obligé de le cacher dans un silo pour le soustraire aux recherches de ses ennemis.

Le projet d'établir un bey à Cherchel ne réussit pas mieux que celui de Titteri. Le maréchal avait autorisé Ben-Omar à recruter quelques volontaires. Celui-ci était parvenu, moyennant une solde d'un franc par jour, à réunir une centaine de vagabonds. Le maréchal résolut de l'envoyer à Cherchel avec cette milice et quelques compagnies françaises. Il chargea le capitaine de Rancé, son aide de camp, d'aller l'y installer en son nom ; mais Ben-Oman, qui savait que les habitants de Cherchel n'étaient nullement disposés à le recevoir et qu'il avait surtout à craindre les Beni-Menasser, résista ; il fallut presque employer la force pour le faire embarquer lui et ses gens. Le bateau à vapeur qui le conduisait arriva devant Cherchel par un fort mauvais temps. On eut beaucoup de peine à faire venir à bord quelques habitants qui déclarèrent que leurs compatriotes se souciaient assez peu de Ben-Omar, et que s'il débarquait il serait indubitablement massacré. M. de Rancé le ramena alors à Alger où, plus heureux que le vieux Mohammed, il continua à jouir paisiblement, au sein de sa famille, de la pension de 6,000 fr. que lui faisait l'État.

Les résultats des deux premières combinaisons politiques du maréchal Clausel excitèrent les plaisanteries de l'armée. Des avis officiels lui prescrivirent d'être plus ré-

servé dans sa manière de juger les actes de l'autorité. Néanmoins, M. le maréchal, comprenant que ce début était fâcheux, se détermina à une expédition dont il attendait une meilleure issue. Il s'agissait de marcher contre El-Hadj-el-Sghir, le véritable bey de Miliana[1] qui avait paru dans la plaine avec des forces que l'on disait considérables. Il était temps en outre de remplir la promesse faite au sujet des Hadjoutes, qui, loin de disparaître, devenaient chaque jour plus entreprenants.

Le 17 octobre, le maréchal se rendit au camp de Bouffarick où il réunit environ 5,000 hommes. La veille, ce poste avait été attaqué par les Arabes, mais sans succès. Le 18, le maréchal en partit à la tête de trois petites brigades commandées par le général Rewbel, et par les colonels Marte et Hequet. Le général Rapatel marcha avec l'expédition qui se dirigea vers le pays des Hadjoutes. A peu de distance du camp, l'ennemi se présenta, mais en petit nombre. Quelques tirailleurs et quelques coups de canon l'eurent promptement éloigné. Il se retira sur l'Afroun, à l'entrée d'une gorge où El-Hadj-el-Sghir avait établi son camp. Le corps d'armée se reposa quelques instants à la Chiffa; Il se porta ensuite sur le camp des Arabes, qui en était éloigné de près de trois lieues.

A l'approche des Français, El-Hadj-el-Sghir fit filer ses bagages sur la route de Millana et établit son infanterie sur les hauteurs de la rive gauche du Bouroumi, qui sort des montagnes en cet endroit. Quelques centaines de cava-

(1) Ce personnage n'avait reçu d'Abd-el-Kader que le titre de khalifa ; mais les indigènes s'étaient habitués à l'appeler bey : Il en avait du reste l'autorité.

liers se mirent en ligne sur la rive droite pour masquer la retraite. Le maréchal Clauzel les fit charger par deux escadrons de chasseurs et par un peloton de la garde nationale à cheval d'Alger qui l'avait suivi. Les Arabes n'attendirent pas le choc et ils s'éloignèrent. Un ravin que l'on rencontra empêcha de les poursuivre. Sur la rive gauche, une brigade, dirigée par le général Rapatel en personne, attaqua les troupes d'El-Hadj-el-Sghir qui étaient en retraite sur la route de Miliana, mais qui cependant faisaient face à nos Zouaves de mamelon en mamelon ; on leur fit éprouver quelques pertes. Dans ce combat, le général Rapatel se portant avec une faible escorte de chasseurs d'un point à l'autre de la ligne, se trouva, au détour d'un mamelon, face à face d'un fort détachement d'Arabes. Il le chargea sans hésiter avec le peu de monde qu'il avait avec lui, tua un ennemi de sa main et mit les autres en fuite. Cela fait, comme il n'entrait pas dans les vues du maréchal de pénétrer dans les montagnes, il laissa El-Hadj-el-Sghir poursuivre son chemin sur Miliana, et ramena les troupes sur la rive droite de la rivière où le corps d'armée bivouaqua.

Le lendemain 19, le maréchal rentra dans la plaine. Lorsque le corps d'armée se fut ébranlé, quelques coups de fusil furent tirés de loin sur la colonne ; mais ils étaient si rares et si insignifiants que les zouaves, qui formaient l'arrière-garde, ne daignèrent pas même y répondre. Le maréchal voulant traverser tout le pays des Hadjoutes, se dirigea sur le lac Aloula, en brûlant toutes les habitations qu'il rencontra, et même toutes les meules de paille, ce qui fit que, le soir et le jour suivant, sa cavalerie n'eut rien à manger. Du reste on ne rencontra pas un être vivant, à

l'exception d'une femme et d'un enfant qui furent pris. Le soir, on bivouaqua sur les bords du lac, où l'on trouva un peu de bétail abandonné. Le 20, le maréchal alla visiter le monument dit Tombeau de la chrétienne (*Koubar Roumia*). Il ramena ensuite la colonne sur les bords de la Chiffa, où elle passa la nuit. Le 21, il se présenta devant Belida, qui fournit du pain à la troupe, et que le général Rapatel alla visiter. Il alla coucher à Bouffarick le même jour, et rentra à Alger le 22.

Le bruit s'était répandu, ou ne sait comment, dans cette ville, que tous les guerriers Hadjoutes avaient été pris ou tués et qu'ainsi les promesses du maréchal étaient remplies, Aussi une partie de le population européenne se porta à sa rencontre, ayant en tête le conseil municipal, et l'intendant civil qui le harangua. Le soir, les édifices publics furent illuminés comme après une grande victoire, La joie des habitants paraissait si vive, que les personnes qui avaient été de l'expédition ressentaient quelque peine à la diminuer en rétablissant la vérité des faits; mais les Hadjoutes se chargèrent de ce soin ; car, pendant que l'on célébrait leur extermination à Alger, ils se dédommageaient des pertes que leur avait fait éprouver l'incendie de leurs cabanes, en enlevant les troupeaux de nos alliés. Le 21, pendant que le maréchal revenait à Bouffarick, ils étaient même venus piller la ferme de Baba-Ali qui n'est qu'à une lieue du pont d'Oued-el-Kerma et qui appartenait au maréchal lui-même, Lorsque ces faits furent connus, la multitude, toujours prête à passer d'un extrême à l'autre, ne voulut plus voir qu'une promenade insignifiante dans une expédition qui avait excité ses transports. Cependant cette expédition força El-Hadj-el-Sghir à rentrer à Miliana,

et eut pour résultat de diminuer le fâcheux effet produit par les entreprises irréfléchies de Titteri et de Cherchel.

Le maréchal Clauzel reçut en entrant à Alger, après sa course chez les Hadjoutes, la nouvelle que les hésitations du ministère au sujet de l'expédition de Mascara avait cessé et que les renforts nécessaires allaient être dirigés sur l'Afrique. Il se disposa dès lors à partir pour Oran; mais, avant de l'y suivre, il convient de faire connaître au lecteur les événements survenus à Bône et à Bougie dans les derniers mois de 1835.

A Bône, une petite expédition fut dirigée dans le mois d'octobre contre les Beni-Salah. Voici à quelle occasion les Beni-Salah avaient dépouillé des Arabes de la tribu d'Ichaoua et refusaient de leur rendre ce qu'ils leur avaient pris. On s'en plaignit aux cheickhs, qui répondirent que leur autorité étant méconnue, ils ne pouvaient pas eux-mêmes faire cesser le désordre. Ce fut pour mettre un terme à cette anarchie que le général d'Uzer marcha contre les Beni-Salah. Une partie seulement de la tribu avait pris part à la révolte. A l'approche du général, ces dissidents s'enfuirent; plusieurs d'entre eux s'étaient absentés depuis la veille pour aller commettre de nouveaux vols chez les Ichaoua. Le général s'empara de leurs troupeaux, et rentra à Bône ; ils y vinrent eux-mêmes le lendemain pour faire leur soumission et demander grâce. On leur rendit alors le butin fait sur eux, à l'exception de ce qui servit à indemniser les Ichaoua, et de quelques pièces de bétail détournées par les spahis auxiliaires.

Il ne se passa rien de remarquable à Bône depuis cette expédition jusqu'au départ du général d'Uzer, départ qui eut lieu au mois de mars suivant, ainsi que nous le raconterons plus tard. Les tribus ne se livrèrent à aucun

acte d'hostilité, ni entre elles, ni contre nous ; seulement un brigand, nommé El-Arbi, commit quelques crimes dans les environs de Bône sans qu'on prit l'arrêter.

M. le maréchal Clauzel était arrivé à Alger avec l'intention d'évacuer Bougie, où il aurait désiré établir un gouvernement indigène dépendant d'Alger. Il avait pensé que cette place, qui n'avait encore été qu'un embarras pour nous, pouvait être abandonnée sans inconvénient moral dans un moment où le Gouvernement était disposé à déployer de la force sur d'autres points. En conséquence, il en annonça la prochaine évacuation et donna des ordres pour la préparer. L'occupation de Bougie nous paralysait trois à quatre mille hommes. C'était là une considération qui ne pouvait qu'agir puissamment sur l'esprit essentiellement militaire du maréchal. M. le colonel du génie Lemercier entreprit de l'affaiblir et même de la détruire, et il y réussit. Il persuada au maréchal que Bougie, moyennant quelques nouveaux ouvrages, pourrait être facilement gardée par une garnison de 1,000 hommes. Dès lors tous les inconvénients de l'occupation paraissant détruits, il ne fut plus question d'abandon.

Le changement fut si subit, que M. le lieutenant-colonel Girot, qui commandait à Bougie, reçut par le même courrier des ordres concernant l'évacuation et communication, par le chef du génie, d'instructions qui les annulaient. Ne croyant pas que la positron pût être défendue avec 1,000 hommes, il ne voulut pas accepter la responsabilité d'une mesure qu'il désapprouvait, et il demanda son rappel ; il fut remplacé par M. de Larochette, lieutenant-colonel du 63e de ligne.

Ce nouveau commandant supérieur prit les troupes de Bougie dans un fâcheux moment. L'isolement, les priva-

tions leur étaient devenus d'autant plus pénibles, que l'annonce de l'évacuation leur avait donné l'espoir de les voir bientôt cesser. Aussi l'ennui, le découragement, le dégoût s'étaient-ils emparés de cette brave garnison. M. de Larochelle mit tout en œuvre pour combattre celle atonie : il fit établir un cabinet de lecture pour les officiers, et un théâtre de société pour la troupe; il fit cultiver des jardins. Par l'emploi intelligent de ces petits moyens, il releva le moral de son monde. Du reste, la garnison ne fut pas réduite à 1,000 hommes ; on en sentit bientôt l'impossibilité. Restreinte au 2e bataillon d'Afrique, à quelque peu d'artillerie et à une compagnie du génie, elle présenta toujours cependant un effectif de plus de 2,000 hommes en 1836 ; il varia peu depuis cette époque.

Ce fut sous le commandement de M. de Larochette que l'on occupa la position de Démous d'une manière permanente. Cette position était en quelque sorte le quartier général des Kbaïles dans leurs attaques contre Bougie, qu'elle domine à médiocre distance. Ils voyaient de là tout ce qui se faisait dans la place et dans les deux camps retranchés. Pouvant arriver à Démous par la plaine et par la montagne, ils restaient toujours maîtres de leur retraite, parce qu'on ne pouvait prendre aucune disposition pour les tourner, sans qu'ils s'en aperçussent. L'occupation de ce point fut décidée dans une visite que le maréchal fit à Bougie le 28 octobre, au moment même d'une attaque des Kbaïles. En même temps qu'elle enlevait à l'ennemi des vues sur la place, elle devait nous en donner sur la plaine, et rendre plus sûr le pacage de nos troupeaux.

Le 7 novembre, avant le jour, nos troupes s'établirent sur le rideau dont Démous forme le point principal. Il y

avait là une vieille tour que l'on a cru être un ancien moulin. Après avoir bouché les brèches de cette tour, on la coiffa de l'étage supérieur d'un blockhaus. On construisit ensuite, sur d'anciennes constructions, une enceinte bastionnée liée à la tour, et l'on donna à cet ouvrage le nom de fort Clauzel. Les Kbaïles cherchèrent par leurs attaques à arrêter les travaux. Le 7, on tirailla presque toute la journée sur les hauteurs. La garnison de Bougie se composait alors du 2e bataillon d'Afrique, d'un bataillon du 13e de ligne, d'une compagnie de zouaves, et d'un détachement du 3e régiment de chasseurs à cheval d'Afrique. Toutes ces troupes donnèrent, l'infanterie dans les montagnes, et la cavalerie dans la plaine.

Le 8 novembre, les Kbaïles abandonnèrent les villages de Dar-Nassar, de Zeithoun et de Tarmina. Nos avant-postes s'établirent au premier ; les travailleurs du fort Clauzel furent dès lors tout à fait couverts. Dans la plaine, notre cavalerie chargea celle du cheikh Amiziane, qui fut dispersée; le brick *le Liamone*, en station à Bougie, lui envoya quelques volées de canon. Amiziane fut blessé dans l'action ; ce cheikh avait depuis peu remplacé son frère, Saïd-Oulidou-Rebah, mort de maladie.

La journée du 8 fut assez tranquille. M. de Larochette fut légèrement blessé dans une reconnaissance qu'il poussa vers la Summan.

Le 10 au matin, les Kbaïles occupèrent de nouveau le village de Dar-Nassar[1]. Cette position leur fut enlevée

(1) DAR NASSAR (*la maison de la Victoire*), ainsi nommé parce que c'était là qu'était le quartier général du général arabe qui enleva Bougie aux Romains du Bas-Empire.

par le 2e bataillon d'Afrique et la compagnie de Zouaves. Tout allait bien jusque-là ; mais M. de Larochette, ne se contentant pas de rester maître des hauteurs, voulut agir au loin dans la plaine. Il y fit descendre le bataillon du 13e et la compagnie de Zouaves, formant deux colonnes sans liaison entre elles. L'ennemi, profitant de cette faute, tomba sur les Zouaves qui étaient trop éloignés du 13e pour être secourus. Ils furent obligés de se replier, après avoir perdu une dizaine d'hommes. Le capitaine Davière, qui les commandait, fut grièvement blessé. Le lendemain il, le commandant supérieur se rendit avec le e bataillon d'Afrique sur le champ de bataille de la veille pour faire enterrer les morts. A son retour, il fut attaqué par les Kbaïles, mais il les repoussa et leur fit éprouver des pertes sensibles. Les jours suivants, les Kbaïles ne parurent plus qu'en petit nombre jusqu'au 19, où ils cessèrent entièrement de se montrer. Les travaux du fort Clauzel étant terminés, on appuya cet ouvrage à droite et à gauche par deux nouveaux blockhaus, dont l'établissement parut nécessaire au complément du nouveau système de défense. Celui de droite reçut le nom de blockhaus Doriac[1], et celui de gauche le nom de blockhaus Rapatel. Le camp retranché inférieur, qui était très-malsain, fut évacué. Le bataillon dit 13e et la compagnie de Zouaves rentrèrent à Alger. L'escadron du 3e de chasseurs d'Afrique fut renvoyé à Bône, moins un faible détachement.

Nous avons conduit, dans le livre XVI, le récit des événements de la province d'Oran, jusqu'à l'évacuation de Misserghin par le kaïd Ibrahim, qui s'était replié, avec les

(1) Nom d'un officier tué à la prise de Bougie.

Douair et les Zmela, jusque sur la ligne de nos blockbaus, par crainte des Beni-Amer. Ce mouvement eut lieu le 27 août, et fut protégé par le général d'Arlanges. Le 29, un fort parti d'Arabes se présenta devant nos avant-postes; il attaqua les Douair et Zméla qu'il mit en fuite; mais il fut bientôt repoussé lui-même par les troupes françaises qui sortirent de la place.

Le 31 août, Adda-ben-Othman, kaïd des Douair, se porta dans la nuit à Misserghin avec cinquante cavaliers et cinquante hommes à pied, surprit les Beni-Amer, leur tua quelques hommes et leur enleva quelques chevaux ; il rentra heureusement à Oran après ce hardi coup de main. Peu de jours après, le kaïd Ibrahim tenta un autre coup de main sur les Garaba; il réussit aussi bien que le premier.

Le général d'Arlanges était personnellement réduit à l'inaction par l'extrême faiblesse de la garnison d'Oran. Le 2 septembre, l'arrivée du 47e de ligne changea cet état de choses. Aussi, dès le 14 du même mois, M. d'Arlanges se porta à la position du Figuier, à trois lieues de la place, et y construisit un camp retranché. Cette opération fut fort avantageuse aux Douair et aux Zméla, en ce qu'elle ouvrit de vastes pâturages à leurs troupeaux qui trouvaient à peine de quoi se nourrir dans l'intérieur de nos lignes. Le 6 octobre, le général poussa une forte reconnaissance sur Ttélat, où il trouva Intacts les ouvrages construits par le général Trézel au mois de juin précédent. A son retour, deux à trois cents Arabes vinrent tirailler avec son arrière-garde.

Le même jour, le chef de bataillon Friol, du 66e de ligne, qui commandait à Mostaganem, fit une sortie et enleva

beaucoup de bétail aux Arabes ; sa garnison en avait grand besoin. Le 13, un habitant turc de Mostaganem ayant été assassiné par des Arabes dans les environs de la place, et les assassins s'étant enfuis vers Mazagran, le commandant Friol opéra une seconde sortie dans laquelle quelques Arabes furent tués. Le 25, les Arabes vinrent attaquer Mostaganem, si toutefois on peut appeler attaque un feu de tirailleurs dirigé contre des postes fermés. Quelques coups de canon firent bientôt cesser cet insignifiant combat.

Quelque temps auparavant, le parc aux bœufs de la petite garnison d'Arzew avait été enlevé par les Garaba qui nous tuèrent quelques hommes ; mais il est inutile d'arrêter plus longtemps le lecteur sur ces détails de peu d'importance.

Abd-el-Kader ne se montra pas dans toute cette petite guerre, dont il laissait le soin aux zélés des tribus, se réservant le droit de les désavouer au besoin. Sa conduite circonspecte et prudente, plusieurs lettres écrites par lui au comte d'Erlon, après l'affaire de la Macta, prouvent que, pressentant l'orage qui était près de fondre sur lui, il cherchait plus à faire oublier sa victoire qu'à s'en prévaloir. Du reste, il se préparait à soutenir de son mieux une lutte qu'il aurait voulu éviter.

Aussitôt que l'expédition de Mascara fut bien décidée, le maréchal fit occuper la petite île, ou plutôt le rocher de Rachgoun, en face de l'embouchure de la Tafna. Le chef d'escadron d'état-major Sol s'y établit avec 150 hommes le 30 octobre. Cette occupation fut une excellente mesure, en ce qu'elle inspira aux tribus de l'ouest la crainte de voir d'un instant à l'autre débarquer les Français sur leur territoire, et retint dans leurs foyers des

guerriers qui sans cela se seraient rendus auprès d'Abd-el-Kader ; elle eut aussi de l'influence sur la position des Koulouglis du Méchouar de Tlemecen. Ils étaient serrés de très-près depuis quelque temps par Ben Nouna et presque réduits aux abois. Mais, ce kaïd s'étant porté sur les côtes pour examiner les mouvements des Français, le blocus du Méchouar fut moins rigoureux, et la place put recevoir des vivres. La garnison fit même une sortie où elle eut l'avantage.

Dans la première quinzaine de novembre, le 11e régiment d'infanterie de ligne, le 2e et le 17e régiments d'infanterie légère arrivèrent à Oran, ainsi que les maréchaux de camp Oudinot et Perregaux (1). M. de Guiroye, sous-intendant militaire, y fut envoyé d'Alger pour diriger les opérations administratives. On organisa, pour la première fois en Afrique, en cette occasion, des transports auxiliaires au moyen des ressources des localités. Plus de six cents chameaux furent loués à cet effet aux Douair et aux Zméla. On les destina au transport des subsistances.

Le 21 novembre, le maréchal Clauzel, qui devait commander en personne l'expédition de Mascara, arriva à Oran, accompagné du duc d'Orléans, ce jeune prince ayant désiré faire la compagne. Le maréchal avait pris à Alger une partie du bataillon de zouaves et une compagnie d'élite de chacun des régiments qui s'y trouvaient, et qui étaient le 10e léger, le 13e et le 63e de ligne. Le corps

(1) M. le général Desmichels avait été aussi envoyé en Afrique pour l'expédition de Mascara, mais le maréchal le retint à Alger.

expéditionnaire, fort de 11,000 hommes environ, forma quatre brigades et une réserve, commandées et composées ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE BRIGADE. — *Général Oudinot*.
Les Douair, les Zméla et les Turcs d'Ibrahim.
Le 2e régiment de chasseurs d'Afrique.
Les zouaves.
Le 2e léger.
Une compagnie de mineurs.
Une compagnie de sapeurs.
Deux obusiers de montagne.

DEUXIÈME BRIGADE. — *Général Perrégaux*.
Les trois compagnies d'élite venues d'Alger.
Le 17e léger.
Deux obusiers de montagne.

TROISIÈME BRIGADE. — *Général d'Arlanges*.
Le 1er bataillon d'Infanterie légère d'Afrique.
Le 11e de ligne.
Deux obusiers de montagne.

QUATRIÈME BRIGADE. — *Colonel Combes*.
Le 47e de ligne.
Deux obusiers de montagne.

RÉSERVE. — *Lieutenant-colonel Beaufort, du 47e de ligue.*
Un bataillon du 66e de ligne.
Une compagnie de sapeurs.
Quatre obusiers de montagne.
Une batterie de campagne.

La saison était déjà un peu avancée pour entreprendre une expédition lointaine dans un pays sans routes et sans

ponts. On avait tout à craindre des pluies qui, en Afrique, sont d'une intensité et souvent, en hiver, d'une continuité effrayantes ; mais le maréchal se confia à son étoile, heureuse jusqu'alors. Il resta cinq jours à Oran, du 21 au 25. Le 23, Ibrahim fut proclamé bey de Mascara. Le temps, assez mauvais depuis l'arrivée du maréchal, se remit au beau le 25. Le 26, le quartier général s'établit au camp du Figuier. On eut quelque peine, au dernier moment, à réunir les chameaux qui devaient fournir les Douair et les Zméla. Ces Arabes, pris soudain de je ne sais quelle méfiance, les avaient éloignés; il fallut faire marcher quelques troupes pour les avoir.

Le 27, le général Oudinot se porta sur le Tlélat avec sa brigade, la 4e, et le bataillon d'Afrique de la 3e. Le 28, le quartier général s'établit sur ce même point, où toute l'armée se trouva réunie. Elle en partit le 29, et se dirigea sur le Sig. La 1ère brigade était en tête. Venaient ensuite l'artillerie de réserve, les bagages et le convoi, chameaux et voitures, ayant à droite la 2e brigade et à gauche la 3e. La 4e brigade fermait la marche. L'armée formait ainsi un grand carré au centre duquel étaient les impedimenta. La réserve marchait dans l'intérieur de ce carré, avec le convoi.

L'armée traversa le bois de Muley Ismaël, sans rencontrer d'ennemis. A la sortie de ce bois, quelques cavaliers arabes tiraillèrent avec l'arrière-garde, mais fort peu de temps. Les troupes arrivèrent vers le soir sur les bords du Sig, au marabout de Sidi-Abd-el-Kader, à près d'une lieue au-dessous du point où le chemin de Mascara coupe la rivière. Elles campèrent en carré sur la rive gauche. Un bataillon et les gens d'Ibrahim s'établirent seuls sur la rive droite. Dans la nuit, des feux assez nombreux annoncèrent

la présence de l'ennemi sur les montagnes.

Il existe trois lignes de communication fréquentées conduisant de la plaine de Céirat ou du Sig à Mascara, en traversant les montagnes qui séparent cette plaine de celle d'Ehgrès : la première, et la plus directe en venant d'Oran, passe par la gorge de Kerouf et l'Oued-Hamman; elle est difficile aux voitures et coupe les montagnes dans une largeur de huit lieues environ ; la seconde, presque partout impraticable aux voitures, entre dans les montagnes par la gorge d'où l'Habra en sort. Il n'y a que cinq lieues de ce point à Mascara. Il est lui-même à cinq lieues à l'est de Kerouf ; la troisième ligne, à trois lieues à l'est de la seconde, passe par les marabouts de Sidi-Ibrahim, Sedjerara et Aïn-Kebira ; elle a six à sept lieues de montagnes accessibles aux voitures.

M. le maréchal se décida d'abord pour la première ligne ; mais, ne se dissimulant pas les difficultés du terrain, il résolut de laisser ses voitures et l'artillerie de campagne au Sig, sous la garde de 1,000 hommes pris dans les divers corps de l'armée. A cet effet, il ordonna la construction d'un camp retranché, auquel les troupes se mirent à travailler dès le 30 au matin. Abd-el-Kader s'était établi, pendant ce temps-là, à une lieue et demie au-dessus de nuire position, au pied des montagnes, auprès des marabouts de Sidi Amer. Il envoya de là Bel-Aziz, son kaïd du parasol, au bivouac d'Ibrahim, pour porter indirectement des paroles de paix. La mission, très-difficile de cet officier, consistait à faire entendre que l'Émir désirait la paix, mais qu'il fallait qu'on la lui demandât. Comme Il était impossible d'entreprendre la moindre négociation sur ce terrain, Bel-Aziz fut renvoyé dès qu'il se fut expliqué

assez clairement pour qu'on pût le comprendre.

Le temps était parfaitement beau. L'armée, bien pourvue de vivres et de munitions, ne demandait qu'à combattre. Une grande quantité de silos d'orge et de meules de paille que l'on avait trouvés à peu de distance du camp, permettaient de bien nourrir les chevaux; de sorte, que tout était en parfait état.

Le 1er décembre, le maréchal voulut reconnaître de près les forces de l'ennemi qui restait dans l'inaction. Il marcha vers lui avec la cavalerie, les zouaves et toutes les compagnies d'élite. A notre approche, les Arabes plièrent précipitamment leurs tentes, et gagnèrent les flancs des montagnes sous le feu de notre artillerie. On put voir que leurs forces ne s'élevaient pas sur ce point à plus de 4,000 hommes. La précipitation de leur retraite semblait annoncer du découragement ; mais il parait qu'ils n'avaient été que surpris, car ils se rassurèrent bientôt et vinrent nous assaillir à leur tour. Deux escadrons de chasseurs, qui s'étaient trop aventurés sur la droite, furent un instant compromis[1]. Il fallut leur envoyer de l'infanterie pour protéger leur rentrée dans la colonne, qui reprit le chemin du camp, le but de la reconnaissance étant rempli. Les Arabes, formant un demi-cercle sur le derrière de la colonne, la poursuivirent avec un acharnement que nos boulets et nos obus ne ralentissaient qu'imparfaitement. Nos soldats, de leur côté, manœuvrèrent avec autant de sang-froid que de précision. M. le maréchal envoya cepen-

(1) M. d'Arnaud, lieutenant d'ordonnance de maréchal Clauzel, fut tué dans cette affaire, où il se conduisit avec beaucoup de bravoure.

dant chercher au camp trois bataillons pour soutenir la retraite, qui s'opéra dans un ordre parfait.

Ce combat, où l'on ne peut dire que nous ayons eu l'avantage, modifia les idées du maréchal. Renonçant à la route du Kerouf, il abandonna aussi le projet de laisser du monde au camp du Sig, qui fut à peu près terminé le 2 au soir. Le 5 au matin, l'armée passa le Sig sur deux ponts de chevalets jetés par le génie, quoique la rivière n'eût que quelques pouces d'eau; elle se dirigea vers l'Habra dans le même ordre que le 29.

L'arrière garde, retardée au passage de la rivière par la nécessité de replier les ponts, fut attaquée par un millier d'Arabes qui la harcelèrent presque toute la journée de leurs tiraillements, plus fatigants, au reste, que meurtriers; elle fut un instant séparée du corps d'armée, qui marchait trop vite. L'Émir, suivant une direction parallèle à celle de l'armée française, longeait les montagnes en observant nos mouvements. Il s'aperçut de la solution de continuité que présentait la colonne française, et fit un mouvement de flanc pour en profiter. Mais comme le sentiment de la supériorité de notre artillerie sur la sienne, qui n'était composée que de quatre mauvaises pièces, lui avait fait écarter autant que possible sa ligne de marche de la nôtre, l'arrière-garde rejoignit le corps principal avant qu'il pût se jeter entre les deux : cette jonction se fit au delà d'un bois que traversa l'armée, après avoir passé le Sig. Le maréchal, ayant alors toutes ses brigades sous la main, opéra un changement de direction à droite par brigade, à l'exception de la quatrième, qui, avec le convoi et la réserve, resta sur l'ancienne direction. Par ce mouvement, aussi régulièrement exé-

cuté qu'habilement conçu, les trois premières brigades se trouvèrent en un clin d'œil formées en échelons par la gauche en ordre inverse, et marchèrent dans cet ordre vers la montagne, où elles refoulèrent l'ennemi. Cela fait, le maréchal opéra un mouvement semblable par la gauche, et alors les mêmes brigades, en échelons par la droite et dans l'ordre naturel, reprirent la direction primitive. Tout cela se fit avec un ensemble merveilleux, qui dénotait et l'habileté du général et l'instruction parfaite des troupes. Il était impossible d'appliquer avec plus d'intelligence les principes de la tactique aux besoins stratégiques du moment. Abd-el-Kader, qui, dans cette journée, manœuvra de son côté aussi bien que le lui permettaient les éléments imparfaits qu'il avait entre les mains, forcé de renoncer à son attaque de flanc, se porta par les montagnes en avant de notre direction, et s'établit perpendiculairement à cette direction dans une position formidable, sa droite appuyée à un bois et sa gauche aux montagnes. Son artillerie prit position à gauche sur un mamelon attenant aux montagnes, où il pouvait se retirer en cas de revers. Il nous attendit ainsi dans un lieu resserré, où il restait maître de sa retraite. Le choix de cette position et les dispositions qu'il prit pour la défendre auraient fait honneur à un général européen; mais il oublia trop qu'il n'avait que des troupes arabes. Il existe entre la manière d'employer un peuple à la guerre, et ses mœurs, ses habitudes, et surtout son organisation sociale, des rapports intimes qu'il est dangereux de méconnaître.

Quatre chapelles dédiées à Sidi-Embarek, se trouvaient en avant de la position de l'Émir. Arrivées à leur hauteur, nos troupes essuyèrent une vive fusillade de l'in-

fanterie ennemie, placée en arrière de ces petits édifices. Les soldats d'Ibrahim, qui marchaient en tête, refusèrent de la charger ; mais la 2e brigade et la 3e, qui venaient après eux, continuant leur marche comme si de rien n'était, balayèrent par leur seule force d'impulsion des adversaires peu habitués à combattre en ligne. Pendant ce temps, l'artillerie d'Abd-el-Kader, assez bien servie, tonnait sur la 1ère brigade. Nos troupes, bien moins accoutumées aux boulets que les Arabes (qui en reçoivent plus dans une simple reconnaissance qu'ils ne nous en ont envoyé dans toutes leurs guerres), furent étonnées un instant, mais cet instant fut court. Le général Oudinot fit demander au maréchal l'autorisation de manœuvrer pour s'emparer des pièces de l'Émir ; mais comme il aurait fallu les poursuivre dans les montagnes, et qu'il était déjà tard, le maréchal lui fit dire de les laisser sur sa droite et de continuer sa marche. Ce général fut blessé un instant après d'un coup de feu à la cuisse. Le colonel Menne, du 2e léger, prit le commandement de sa brigade.

L'ennemi, partout enfoncé, se retira dans les montagnes; quelques cavaliers qui avaient paru sur le flanc gauche, et ceux qui tiraillaient avec l'arrière-garde, s'éloignèrent aussi, mais restèrent dans la plaine. L'armée, continuant sa route, arriva fort tard sur l'Habra, au point où cette rivière sort des montagnes, à l'origine de la seconde ligne de communication dont nous avons parlé plus haut.

Cette journée, à l'exception de la petite faute commise le matin, lorsque l'arrière-garde se trouva un instant séparée du corps principal, fut une excellente leçon de guerre. Le duc d'Orléans en étudia les détails avec soin,

se portant partout où il pouvait bien voir, sans éviter le danger, ni sans mettre d'affectation à le rechercher. Il reçut une légère contusion à la, cuisse.

Dans la nuit, l'ennemi couronna les hauteurs des gorges de l'Habra. Ses feux étaient peu nombreux. Le maréchal alla lui-même à l'ambulance compter nos blessés, pour s'assurer s'il n'en serait pas gêné dans sa marche le nombre en était peu considérable; néanmoins, le bruit courut qu'il irait les déposer à Mostaganem avant de marcher sur Mascara.

Le 4 au matin, l'armée partit de l'Habra, qu'elle traversa sur un pont de chevalets jeté par le génie sans plus de nécessité que pour celui du Sig. Comme la veille, l'arrière-garde fut attaquée, mais l'ennemi était bien moins nombreux. Le maréchal prit d'abord la direction de Mostaganem, ce qui sembla confirmer le bruit de la veille ; mais, après une halte assez longue et quelques hésitations apparentes ou réelles, il changea de direction et marcha vers l'est. Les Arabes, au nombre de 2,000 au plus, étaient sur nos derrières et sur le flanc droit, entre nous et la montagne : l'artillerie leur envoyait de temps à autre des obus et des fusées à la congrève.

Après avoir marché quelque temps à l'est, le maréchal, arrivé à l'origine de la troisième ligne de communication, tourna brusquement à droite et se dirigea vers la montagne. La première brigade, dont le général Marbot, de la suite du prince, prit le commandement, et la deuxième occupèrent les premières crêtes à droite et à gauche de la route. Le convoi et les deux dernières brigades firent halte dans la plaine. Quelques centaines d'Arabes furent facilement chassés des montagnes : les deux dernière brigades

continrent ceux qui, en plus grand nombre, étaient restés dans la plaine. Lorsque le chemin eut été bien reconnu, le convoi et ces mêmes brigades se remirent en marche, et pénétrèrent dans les montagnes. Les Arabes, nous voyant définitivement sur la route de Mascara, se retirèrent, les uns dans leurs tribus respectives, les autres avec Abd-el-Kader sur l'Habra, d'où ils se dirigèrent sur Mascara le jour même. On aperçut, quelques heures après, leur colonne sur la droite ; elle suivait la deuxième ligne de communication.

L'armée bivouaqua, le 4, en carré irrégulier, aux deux marabouts de Sidi Ibrahim, dans le cœur des montagnes. Le 5, au point du jour, elle se remit en marche. Le chemin, dans cette direction, suit en général les vallées ; le maréchal y engagea le convoi et la réserve ; la deuxième brigade prit par les crêtes de gauche ; les trois autres, avec le maréchal, par les crêtes de droite. On s'attendait à rencontrer l'ennemi dans le courant de la journées il était donc prudent de rester maître des crêtes. La deuxième brigade ne vit que quelques Arabes sur son flanc gauche; elle crut un instant Abd-et-Kader aux marabouts de Sidi-Mohammed, mais il n'en était rien. La colonne de droite ne rencontra que quelques Arabes de la tribu des Beni-Chougran, qui s'étaient postés sur un mamelon pour couvrir la retraite de leurs familles et de leurs troupeaux. Les zouaves et quelques compagnie, du 2e léger les mirent en fuite aux premiers coups de fusil.

Le convoi rencontra trois ravins, qu'il ne put franchir qu'après que les troupes du génie les eurent rendus praticables, ce qui ralentit, considérablement sa marche. Il fut débordé par les deux colonnes et resta à découvert. Les Arabes que la deuxième brigade avait vus sur la gauche s'en

approchèrent, et déjà les balles arrivaient sur l'ambulance, lorsqu'un officier d'état-major prit sur lui de demander à la troisième brigade un bataillon qu'il y conduisit et qui tint l'ennemi à distance.

La colonne de droite, que la direction des crêtes qu'elle suivait éloignait du chemin fut bientôt obligée de descendre de ces mêmes crêtes, de traverser une profonde vallée, et de remonter sur des hauteurs plus rapprochées de chemin. Peu de temps après, le convoi rencontra une montée fort roide que le génie déclara ne pouvoir rendre praticable avant la nuit. Le maréchal fit alors arrêter toutes les brigades dans la position où elles se trouvaient. La deuxième à Aïn-Kebira ; la première un peu en arrière; la troisième au marabout de Sidi Mohammed, et la quatrième avec le convoi. Celui-ci, grâce à l'activité prodigieuse des troupes du génie et de M. Lemercier, leur colonel, put franchir le défilé dans la nuit.

Dans cette même nuit, le maréchal reçut sur Abd-el-Kader des nouvelles contradictoires, mais dont l'ensemble le décida cependant à hâter sa marche sur Mascara. Le 6 au matin, il partit avec les deux premières brigades, les chameaux et quelques pièces de montagne, pour se porter rapidement sur cette ville. Il laissa le reste de l'armée et les voitures au général d'Arlanges, avec ordre de suivre la même direction, autant que le lui permettraient les difficultés du chemin. On calcula approximativement que ce général pourrait arriver à Mascara deux jours après les deux premières brigades.

Au dessus d'Aïn-Kebira règne, de l'est à l'ouest, un vaste plateau qui s'étend jusqu'à Mascara ; il est coupé par quelques ravins peu profonds qui débouchent dans la

plaine d'Ehgrès. On rencontre à son origine le gros village, ou plutôt la petite ville d'El-Bordje,dont le cheikh vint se présenter au maréchal pour lui déclarer que les habitants ne prendraient point les armes contre nous si l'on voulait épargner leur ville, ce qui leur fut promis. Le maréchal annonça à ce cheikh et aux Arabes qui l'accompagnaient qu'il donnerait 30,000 fr. à celui qui livrerait Abd-el-Kader, ce qui parut faire assez peu d'impression sur eux. Le bruit courait dans ce moment que l'Émir nous attendait à Aïn-el-Fers sur la route de Mascara, à deux lieues d'El-Bordje ; mais, en arrivant sur ce point, le maréchal ne trouva qu'un juif de Mascara, qui lui apprit qu'Abd-el-Kader avait abandonné la ville avec toute la population musulmane et qu'il n'y restait que les juifs. Ceux-ci avaient été pillés et maltraités par les Arabes dans le désordre de l'évacuation. A cette nouvelle, le maréchal fit presser le pas à la troupe d'Ibrahim, qu'il envoya en avant. Il suivit lui-même à petite distance avec peu de monde, laissant loin derrière lui les brigades qui ne pouvaient point marcher aussi vite. Le temps s'était gâté depuis le matin ; la pluie rendait la marche pénible. Le quartier général arriva, à l'entrée de la nuit, presque seul à Mascara. Il n'aurait fallu qu'un parti de 300 chevaux pour l'enlever, et conduire à la fois à Abd-el-Kader le général en chef de l'armée française et l'héritier présomptif de la couronne. Les brigades n'arrivèrent que deux heures après.

L'état-major, les zouaves, l'artillerie et quelques compagnies s'établirent en ville ; le reste occupa les faubourgs. Le maréchal et le prince logèrent ensemble dans la maison d'Abd-el-Kader. On trouva, dans presque toutes les maisons, du grain, de la paille, et même quelques

autres provisions. Les nombreux jardins qui entourent Mascara étaient pleins de légumes, et, dès le lendemain de notre arrivée, des paysans arabes amenèrent des bœufs, en petit nombre il est vrai, mais, enfin, c'était un commencement de marché. On aurait donc pu rester un mois à Mascara sans en épuiser les ressources. Abd-el-Kader était à Cachero, à trois lieues au sud, avec la population fugitive.

Le 7, l'armée qui croyait être venue à Mascara pour y remplacer par un pouvoir nouveau celui d'Abd-el-Kader, ne fut pas peu surprise d'apprendre qu'elle repartirait le lendemain. Il est difficile de dire ce qui détermina le maréchal à précipiter ainsi sa retraite, avant d'avoir rien tenté pour grouper la population autour du bey qu'il avait nommé. On savait que les tribus du Chélif, que celle de Flita, et quelques autres étaient mal disposées pour l'Émir. En restant quelque temps à Mascara, on aurait pu leur donner celui de se prononcer, surtout si l'on avait cherché à entrer en négociation avec elles. Ibrahim voulait au moins avoir le temps de ramener à lui ceux des Douair et des Zméla qui étaient encore avec l'Émir ; mais ce fut avec peine qu'il obtint qu'on différât le départ jusqu'au 9 : c'était vingt-quatre heures de plus, pendant lesquelles il ne put rien faire. Le maréchal lui laissa alors le choix de revenir à Mostaganem ou de rester dans le petit château de Mascara : il préféra le premier parti.

Cependant chacun se demandait, au quartier général, ce qu'on était venu faire à Mascara, et personne ne pouvait répondre à cette question. Enfin, on annonça que Mascara était une très-mauvaise position, sans influence sur le pays, où il était Inutile que nous missions un bey,

et qu'en conséquence on allait la brûler pour ne pas la laisser à Abd-el-Kader. Ceci était contradictoire : car si la ville était de si peu d'importance, quel intérêt avions-nous à ce que l'Émir ne pût l'occuper ?

Cette détermination fut prise le 8 ; la nouvelle s'en répandit aussitôt dans l'armée, ce qui amena un grand désordre, les soldats s'imaginant qu'on devait sur-le-champ passer à l'exécution. Il fallut battre la générale pour rétablir l'ordre parmi les troupes. Ce même jour, on brûla les portes de la ville, les affûts des pièces trouvées à Mascara, au nombre de vingt environ, tous les bois de construction, le soufre, les cordages, en un mot, tout ce que l'on trouva dans l'arsenal d'Abd-el-Kader.

Le 9, au matin, la triste population juive sortit de la ville chargée du peu d'effets qui lui restait, et se réunit au cimetière de l'Est sur la route de Mostaganem. On mit alors le feu partout. Les remparts semblaient devoir résister seuls à cet incendie. Par la négligence de l'état major, les chameaux destinés au transport des munitions, ne s'étant pas trouvés à leur poste au moment du départ, on fut obligé de laisser au milieu des flammes 150,000 cartouches.

L'armée s'éloigna alors poussant devant elle la population juive, et laissant des ruines derrière. Une épaisse fumes, chassée par le vent d'ouest, la poursuivit longtemps comme un remords que la barbarie envoyait à la civilisation.

Le maréchal et ses deux brigades passèrent la nuit au village d'El-Bordje que ses habitants avaient abandonné. Le 10, on s'engagea dans les montagnes avec une pluie horrible et un brouillard épais qui permettait à peine de voir où l'on posait le pied. La route n'était qu'une rivière

de boue. A chaque instant des chevaux et des chameaux, surtout, se précipitaient dans les ravins et se brisaient contre les rochers. Les malheureux juifs rampaient plutôt qu'ils ne marchaient. Ils étaient tellement couverts de boue qu'on avait quelque peine à distinguer leurs formes. Plusieurs périrent de froid, de misère et de lassitude. Des enfants abandonnés furent relevés par nos soldats, dont les sentiments les plus habituels sont la bienveillance et la générosité(1).

Le 10 au soir, on arriva au marabout de Sidi-Ibrahim où toute l'armée fut réunie.

Le général d'Arlanges, comme nous l'avons vu, était resté dans les montagnes avec les voitures pendant que le maréchal marchait sur Mascara. Le premier jour de la séparation, les troupes du génie travaillèrent avec tant d'ardeur que toutes les voitures, à l'exception d'une fourragère qu'on fut obligé d'abandonner, arrivèrent sur le plateau d'Aïn-Kbira. Le lendemain 7, on parvint à la hauteur d'El-Bordje. Les chevaux manquant de fourrages, on voulut en acheter aux habitants qui refusèrent insolemment d'en vendre. Le général fit alors occuper le village, et prit ce dont Il avait besoin. Le 8, il reçut du maréchal, par un émissaire arabe, l'ordre de rétrograder sur Sidi-Ibrahim. Ce mouvement s'effectua le 9 et le 10, jour de la réunion de l'armée. Les brigades du général d'Arlanges souffrirent beaucoup de la pluie et de la faim pendant ces quatre jours. En partant

(1) J'ai vu un chasseur d'Afrique, chargé de deux enfants d'un âge si tendre qu'il ne pouvait les nourrir qu'en mâchant du biscuit qu'il leur faisait avaler.

d'Oran, on avait donné à chaque homme un petit sac contenant des vivres pour cinq jours, en lui recommandant de ne conserver comme une précieuse réserve pour les besoins les plus pressants. On avait compté sur cette ressource, mais malheureusement la plupart des soldats l'avaient gaspillée.

Les premières brigades n'eurent pas à combattre dans le trajet de Mascara à Sidi-Ibrahim, car on ne peut appeler combat quelques rares coups de fusil à l'arrière-garde. Celles du général d'Arlanges tiraillèrent à plusieurs reprises, et quelquefois assez vivement, avec un parti d'un millier d'Arabes.

Le 11, toute l'armée descendit dans la plaine et alla bivouaquer dans un lieu appelé Mesra, sur le territoire des Medjar. On tirailla encore un peu ce jour-là. Le 12, l'armée arriva à Mostaganem où le duc d'Orléans s'embarque, pour rentrer en France.

Le maréchal résolut de clore là la campagne, se réservant d'aller un peu plus tard secourir Mustapha-ben-Ismaël et la garnison du méchouar de Tlémcen. Le matériel fut embarqué pour Oran, où les brigades se rendirent successivement par terre, du 16 au 21. Les juifs se partagèrent entre Oran et Mostaganem. Ils furent généreusement secourus par leurs coreligionnaires.

Ibrahim fut laissé à Mostaganem avec ses Turcs. Le maréchal, qui n'avait pu le substituer à Abd-el-Kader, voulant effacer par des fictions l'insuccès politique de l'expédition de, Mascara, avait signé dans cette ville un arrêté qui divisait en trois beylicks la province d'Oran, savoir : le beylick de Tlémcen, le beylick du Chélif et le beylick de Mostaganem.

Le 18 décembre, M. le maréchal Clauzel rentra à Oran. Le 2e léger, moins les compagnies d'élite, fut embarqué pour Alger. Il devait remplacer le 10e léger qui rentra en France dans le courant de février.

LIVRE XVIII.

Événements survenus à Alger pendant l'expédition de Mascara. — Négociations avec Abd-el-Kader. — Le maréchal Clauzel marche sur Tlémcen. — Entrée des Français dans cette ville. — Contribution de Tlémcen. — Occupation du Méchouar. — Combats de la Tafna. — Rentrée des troupes françaises à Oran et du maréchal à Alger. — Expéditions du général Perrégaux dans la province d'Oran.

Pendant que l'attention publique était fixée sur la province d'Oran, celle d'Alger fut le théâtre de quelques événements d'une importance secondaire, mais qui, cependant, doivent être mentionnés. Les Hadjoutes, renforcés des émigrés des tribus soumises, faisant des incursions continuelles dans l'intérieur de nos lignes, et inquiétant sans cesse nos communications, une colonne d'infanterie et de cavalerie, commandée par M. le lieutenant-colonel Marey, marcha contre eux, dans la nuit du 27 au 28 novembre. Elle surprit deux villages arabes voisins de Coléah, Chaïba et Daouda, et y fit quelque butin. Deux jours après, le bey de Miliana, El-Hadj-el-Sghir, fit incursion dans le Sahel avec 600 cavaliers. Il se posta au marabout de Sidi-Abd-el-Moumen, non loin de Maelema, et fit marcher sur le village de Douéra la moitié de son monde. Ce détachement enleva les troupeaux et dépouilla les habitants qu'il rencontra sur son chemin. L'alarme se répandit aussitôt au camp. Pendant que l'infanterie prenait les armes, la cavalerie, consistant en un seul escadron de chas-

seurs d'Afrique et quelques spahis, montait rapidement à cheval et marchait à l'ennemi ; le capitaine de Signy, qui la commandait, la partagea en deux détachements ; l'un poussa droit aux Hadjoutes, et l'autre manœuvra de manière à leur couper la retraite. Ce double mouvement réussit complètement. Les Hadjoutes, quoique supérieurs en nombre, se voyant attaqués en tête et en queue, prirent l'épouvante, abandonnèrent leur butin, et se débandèrent. On leur sabra une vingtaine d'hommes ; le reste se replia sur la réserve d'El-Hadj-el-Sghir, qui, voyant le mauvais succès de son entreprise, reprit à l'instant même 1e chemin de Miliana.

Le combat était terminé lorsque l'infanterie du camp de Douéra arriva sur le terrain où il s'était livré. M. le capitaine de Signy, qui dirigea l'attaque avec autant d'intelligence que de bravoure, était le même officier qui, étant lieutenant, tua, lors de l'insurrection de 1832, le kaïd de Beni-Mouça-ben-Ouchefoun. Pendant que le premier détachement d'El-Hadj-el-Sghir se portait sur Douéra, un second détachement moins fort marchait sur Oulad-Mendil. Il fut repoussé par deux compagnies de discipline campées sur ce point pour les travaux de la route.

Le 31 décembre, le général Rapatel fit marcher contre les Hadjoutes, toujours remuants et jamais découragés, le général Desmichels avec des forces assez considérables, composées de toute la cavalerie, d'une partie du 10e léger, du 3e bataillon d'Afrique, des compagnies de zouaves restées à Alger, et de quelques compagnies de discipline. Cette forte colonne partit de Boulfarik à huit heures du soir, arriva au bois de Koresa, refuge ordinaire des Hadjoutes, au point du jour; surprit les Arabes qui s'y trouvaient et s'empara d'une fort grande quantité de bétail,

après un petit combat où elle perdit quelques hommes. Le général Desmichels voulut ensuite revenir par Coléah et Mocta-Kera, mais il s'égara dans les broussailles et ne put trouver la vraie route. Après l'avoir longtemps cherchée, il se détermina à opérer sa retraite par Bouffarik. Il vint coucher entre la Chiffa et ce camp, ayant marché vingt-quatre heures presque sans interruption. Le 2 janvier, il rentra à Bouffarik.

Cette expédition fut, comme tant d'autres, sans résultat. Les Hadjoutes n'en continuèrent pas moins leurs courses ; ils y mirent même plus d'acharnement; mais ils introduisirent dans la guerre un principe d'humanité jusqu'alors méconnu des Arabes dans leurs démêlés avec nous : ils firent des prisonniers. Cette amélioration dans les mœurs arabes, doit être remarquée.

Le principe de faire des prisonniers, cette première concession accordée par la guerre à l'humanité, étant enfin admise de part et d'autre, des échanges purent s'opérer. Le premier eut lieu en faveur du marabout Sidi-Yahia-el-Habchi, qui fut échangé avec sa famille contre quelques français pris pendant et après l'expédition du général Desmichels. Sidi-Yahia ne pouvant retourner chez lui, se retira à Miliana, auprès de son beau-frère, et embrassa comme lui la cause d'Abd-el-Kader.

Ce dernier, peu de jour après le départ des Français, était rentré à Mascara, où il avait ramené la population musulmane. L'incendie, dont les progrès avaient été arrêtés par la pluie, n'y avait pas fait autant de ravages qu'on aurait pu le croire; deux faubourgs étaient même intacts, celui d'Aïn-el-Béda, où Abd-el-Kader établit sa famille, et celui d'Agoub-Ismaël. Ce dernier avait été occupé par les

Douair et les Zméla qui l'épargnèrent, beaucoup de familles de leurs tribus y ayant des propriétés. L'autre avait été occupé par la brigade Perrégaux. A peine l'Émir se fut-il réinstallé à Mascara, qu'il se porta chez les Beni-Chougran qui paraissaient disposés à se séparer de lui, mais que sa promptitude et sa fermeté maintinrent sous sa domination. Cela fait, il leva un petit corps de troupe dans cette même tribu, en donna le commandement à Chadelie, kaïd des Beni-Chougran, et le dirigea sur la petite ville de Calah, pour arrêter quelques habitants qui avaient paru disposés à se rapprocher de nous. Chadelie, homme fin et rusé, cherchant à se faire des amis dans tous les partis, fit prévenir secrètement ceux qu'il était chargé d'arrêter; de sorte, que lorsqu'il arriva à Calah il ne les y trouva plus. Ils s'étaient enfuis dans les montagnes, d'où ils se rendirent à Mostaganem auprès du bey Ibrabim, à qui ils ne manquèrent pas de vanter la générosité de Chadelie. Ce kaïd, après avoir reçu de la population de Calah, l'assurance de sa soumission à Abd-el-Kader, retourna auprès de l'air qui vint s'établir sur l'Habra avec environ deux mille hommes de cavalerie et sept cents fantassins. Il agissait de là sur les tribus pour les maintenir dans son obéissance.

Cependant Abd-el-Kader éprouva une défection qui lui fut très-sensible, mais qu'il avait amener par une faute : ce fut celle d'El-Mezari, un de ses aghas. Cet homme, neveu de Mustapha-ben-Ismaël, avait été son ennemi; mais depuis quinze mois il le servait avec fidélité; il avait même été blessé au combat de l'Habra. Cependant, comme le malheur rend souvent injuste, l'Émir, après ses revers, lui montra une méfiance qui fit naître en lui de justes craintes,

et réveilla peut-être d'anciens ressentiments. El-Mezari fit alors secrètement des ouvertures à Ibrahim. Dès qu'il fut sûr d'en être bien reçu, il se réfugia à Mostaganem, entraînant avec lui une partie des Douair et des Zméla restés fidèles à Abd-el-Kader, après la seconde révolte de leurs tribus. La maréchal, instruit de cet événement, qui n'était pas sans importance, lui envoya le commandant Yousouf pour l'assurer de sa bienveillance et le lui conduire à Oran. Il y vint avec Ibrabim et Kadour-el-Morfy, ancien kaïd des Borgia, qui avaient aussi abandonné l'Émir avec quelques hommes de sa faction. Le maréchal reçut fort bien El-Mezari, lui assigna un traitement, et le nomma lieutenant du bey Ibrahim et agha de la plaine d'Oran.

Deux autres officiers de l'Émir, le kaïd du parasol[1] et le fils de l'agha, El-Hadj-Boualem, se rendirent aussi à Oran, comme pour se soumettre au vainqueur. Mais leur foi paraissant suspecte, on était sur le point de les arrêter, lorsqu'ils déclarèrent, comme pour prouver qu'ils étaient de véritables transfuges et non des espions, qu'ils avaient tué le kadi de Mascara, leur ennemi personnel, dans le désordre de l'évacuation de cette ville ; que ce Crime était connu, et qu'ainsi ils ne pouvaient avoir la pensée de retourner auprès de l'Émir. On les laissa alors en liberté, tout en les méprisant comme d'obscurs criminels. Mais ils s'étaient accusés à faux ; car, dès le lendemain, ils disparurent, et allèrent sans doute rendre compte à Abd-el-Kader de ce qu'ils avaient vu et entendu à Oran.

---

(1) C'était un des premiers officiers de la maison de l'émir, il portait son parasol, et marchait toujours à ses côtés.

Les fils de Sidi-el-Aribi écrivirent vers le même temps à Ibrahim-Bey qu'ils étaient tout disposés à le reconnaître ; mais ils ne firent aucune démonstration hostile contre l'Émir. Celui-ci s'embarrassant peu des correspondances plus ou moins significatives que des tribus éloignées pouvaient entretenir avec ses ennemis, comprit que L'essentiel pour lui était d'empêcher celles qui étaient plus rapprochées d'Oran de se réunir à El-Mezari, si la pensée leur en venait, et de former ainsi un noyau de résistance arabe à son pouvoir. En conséquence, il porta son camp dans la plaine de Méléta, et, le 28 décembre, il vint attaquer nos Douair et nos Zméla à peu de distance d'Oran, leur tua du monde et leur enleva du bétail. Quelques troupes sortirent d'Oran pour aller au secours de nos alliés, mais elles arrivèrent trop tard. Deux jours après, l'Émir écrivit aux deux tribus, qu'il supposait effrayées de ce coup de main, pour les engager à revenir à lui. Il les assurait de son amitié, et leur en donnait pour preuve que ce n'était pas lui qui les avait attaquées le 28, mais bien les Beni-Amer qui avaient agi sans ordre. Cette lettre fut livrée à El-Mezari qui l'envoya aux Beni-Amer, espérant par là les indisposer contre Abd-el-Kader, ce qui n'eut pas lieu.

Quoique les Douair et les Zméla ne se montrassent nullement disposés à rentrer dans le parti de l'Émir, ils étaient peu attachés au bey Ibrahim. Ils vinrent un jour prier le maréchal de le remplacer par un nommé Mustapha-ben-Othman, dont le père avait été bey d'Oran sous les Turcs. Sans prendre leur demande au sérieux, le maréchal leur répondit que l'installation d'un nouveau bey exigeant des frais considérables, il ne changerait le leur qu'autant qu'ils s'engageraient à les payer. Cette réponse

coupa court à leurs réclamations ; ils ne pensèrent plus à Mustapha.

Cependant, depuis son retour de Mascara, le maréchal Clauzel s'occupait des préparatifs de l'expédition qu'il avait projetée sur Tlémcen. Leur lenteur prouvait de nouveau combien les immenses besoins des armées civilisées donnent d'avantages sur elles aux barbares, pour la promptitude et la facilité des mouvements. Abd-el-Kader, malgré ses pertes, était rentré en campagne depuis quinze jours ; il était aux portes d'Oran, et les Français n'étaient pas encore en mesure d'en sortir. Fatigué de ce retard, le maréchal fut plus d'une fois sur le point de renoncer à l'expédition. Dans un de ces moments de lassitude, il permit au Juif Durand, frère de celui qui avait eu tant de part à la confiance du comte d'Erlon, d'écrire à l'Émir pour le sonder au sujet d'une pacification dont la soumission à la France serait la base. Abd-el-Kader répondit qu'avant de se déterminer à reconnaître un suzerain, il voulait savoir, d'une manière bien positive, quelle position on prétendait lui faire et quelle garantie on comptait lui offrir. Le maréchal, à qui Durand montra cette réponse, lui remit un sauf-conduit pour Miloud-ben-Arach, et lui prescrivit d'écrire à l'Émir qu'il n'avait qu'à envoyer celui-ci à Oran, où ces divers objets seraient discutés avec lui. Lorsque cette seconde lettre parvint au camp de l'Émir, Miloud venait de partir pour Mascara, et Abd-el-Kader se préparait à marcher sur Tlémcen pour combattre les gens d'Angad qui cherchaient à débloquer le Méchouar. Il l'écrivit à Durand, en lui disant que cet incident ne devait pas arrêter les négociations, mais qu'il fallait bien qu'il empêchât ses ennemis d'effectuer leur projet ; car, sans cela, sa position

n'étant plus la même, les conditions qu'on lui offrirait pourraient être plus dures.

Le gens d'Angad du parti d'El-Gomari, ayant à leur tête le fils aisé e ce cheik, s'approchaient en effet de Tlémcen ; mais Abd-et-Kader fit tant de diligence qu'il arriva avant eux sous les murs de cette ville. Mustapha-ben-Ismaël et une partie des Koulouglis du Méchouar étaient imprudemment sortis de cette place pour aller à leur rencontre. L'Émir fondit sur eux, en tua quelques-uns et refoula le reste dans le Méchouar. Faisant aussitôt après volte-face, il marcha sur ceux d'Angad et les mit en pleine déroute ; le jeune Gomari fut blessé mortellement dans cette affaire.

Cependant le maréchal ayant appris les événements de Tlémcen, et voyant enfin les préparatifs de l'expédition terminés, renonça à la voie des négociations ; il partit d'Oran, le 8 janvier, à la tête de 7,500 hommes formant trois brigades[1].

La première, commandée par le général Perrégaux, fut formée du 2e régiment de chasseurs d'Afrique, des zouaves, de deux compagnies de sapeurs, du bataillon d'élite[2], du 17e, léger, des Douair et des Zmela, et de deux obusiers de montagne.

La deuxième, commandée par le général d'Arlanges,

---

(1) Je publiai dans les journaux de l'époque le récit de l'expédition de Tlémcen, tel qu'on va le lire. Il en est de même de celui de l'expédition du général Perrégaux sur le Chélif, et de ceux des petites expéditions qui eurent lieu à cette époque dans la province d'Alger.

(2) Ce bataillon avait été formé des quatre compagnies d'élite du 2e léger, et de trois compagnies d'élite venues d'Alger.

comprit le 1er bataillon d'Afrique, le 66e de ligne et deux obusiers de montagne.

La troisième, enfin, se composa du 11e de ligne, sous les ordres du colonel Vilmorin ; deux obusiers de montagne furent aussi attachés à cette brigade.

Le jour de son départ, l'armée alla coucher à Bridia, et, le 9, sur les bords de l'Oued-Melah ou Rio-Salado, dans le lieu où Barberousse fut tué par les Espagnols en 1517. Elle arriva sur l'Oued-Senan, le 10, et y passa la nuit. Le 11, elle coucha à Aïn-el-Bridje ; la première brigade poussa à trois lieues plus loin, et alla coucher sur les bords de l'Isser. Le 12, toute l'armée coucha sur les bords de l'Aamiguer. Dans la nuit, le maréchal reçut une lettre de Mustapha-ben-Ismaël, qui lui annonçait que l'Émir et les Hadars (citadins) avaient évacué la ville, et que le camp des Arabes était sur la montagne d'Aouchba, à une lieue et demie à l'est de Tlémcen. Le 13, l'armée quitta l'Aamiguer au point du jour. Après quelques heures de marche, elle descendit dans la belle plaine de Tlémcen. Mustapha-ben-Ismaël vint au-devant du maréchal et eut un long entretien avec lui. L'entrevue de ces deux vieux guerriers, tous deux encore aussi vigoureux de corps que d'esprit, tous deux illustres dans leur nation, offrit à l'armée un spectacle qui ne manquait ni de grandeur ni de majesté.

Les troupes françaises firent leur entrée à Tlémcen à une heure. La première brigade y arriva par la route de Mascara; elle avait reçu ordre d'appuyer fortement à gauche, pour donner la chasse à quelques cavaliers d'Abd-el-Kader qui s'étaient montrés dans cette direction, mais elle ne put les atteindre.

L'occupation de Tlémcen se fit avec beaucoup d'ordre.

La ville était déserte, à l'exception du quartier du Méchouar, peuplé de Koulouglis et de Juifs ; cependant, on y trouva d'abondantes ressources en vivres, car la fuite des habitants avait été si précipitée, qu'ils n'avaient eu ni le temps, ni les moyens de tout emporter. Il existait, tant dans la ville qu'à l'extérieur, un grand nombre de moulins que l'on mit en activité, et la troupe reçut des distributions régulières.

Le 16 janvier, le maréchal fit marcher contre Abd-el-Kader la première et la deuxième brigade, les cavaliers de Mustapha et d'El-Mezari, ainsi que les Turcs et les Koulouglis dont il avait fait renouveler l'armement la veille[1]. A l'approche de ces troupes, qui manœuvraient de manière à l'envelopper, l'Émir s'éloigna en toute hâte. Une cinquantaine de ses gens tombèrent entre les mains de nos auxiliaires et furent impitoyablement massacrés par eux. Dans la nuit qui suivit cette affaire, Sidi-Hamadi-ben-Scal, ancien kaïd de Tlémcen, vint se rendre, avec une partie de la population fugitive, au général Perrégaux, campé au village d'Ibder. La brigade d'Arlanges, qui avait manœuvré dans la plaine pour couper à l'Émir la route de Mascara, coucha ce jour-là au marabout de Muley-Hallou, à deux lieues de Tlémcen. Le 16, les brigades d'expédition ramassèrent encore quelques fuyards dans les gorges des montagnes ;

(1) La revue qui fat passée à cette occasion par le chef d'état-major constata l'existence de 775 Turcs ou Koulouglis en état de porter les armes. Sur ce nombre, qui présentait infiniment plus de Koulouglis que de Turcs, 343 n'étaient pas armés. C'est donc une population de 420 hommes qui, pendant cinq ans, a gardé le Méchouar.

mais on perdit l'espoir d'atteindre Abd-el-Kader ou Ben-Nouna, kaïd de Tlémcen, que la veille on avait un instant serrés d'assez près. Le 17, les brigades rentrèrent à Tlémcen, ramenant avec elles 2,000 individus de tout sexe et de tout âge, parmi lesquels on comptait cependant moins d'hommes que de femmes et d'enfants.

Dans cette expédition, Abd-el-Kader perdit une bonne partie de ses bagages, quelques chevaux, et un drapeau pris par un brave cavalier Zmela nommé Mohammed-ben-Kadour. Il n'était resté aussi près de Tlémcen que dans la persuasion que les troupes françaises n'y feraient pas un plus long séjour qu'à Mascara; mais le maréchal avait dans ce moment d'autres vues.

L'armée n'avait parcouru depuis Oran qu'un pays triste et monotone ; mais les environs de Tlémcen lui offrirent une contrée délicieuse. Dans aucune autre partie de l'Algérie, la végétation ne présente autant de force et de fraîcheur. La ville est bâtie sur un plateau, au nord duquel s'étend une vaste et belle plaine parfaitement cultivée. Elle est abritée des vents du sud par une montagne élevée qui, en hiver, est souvent couverte de neige. Les eaux y sont belles et abondantes; le sol y est d'une admirable fertilité. La montagne présente plusieurs ressauts qui forment autant d'étages couverts de terre végétale où croissent les plantes de l'Europe et celles de l'Afrique, mêlées, séparées, mêlées de nouveau, selon l'élévation et la disposition des lieux. Des ruisseaux tombent en cascades d'un étage à l'autre, et répandent partout la vie, la fraîcheur et la gaieté. A un quart de lieue à l'est de la ville, on rencontre le beau village de Sidi-bou-Meddin, et, à une lieue au sud, celui d'Aïn-el-Houth (la Source des Poissons). A l'ouest de Tlémcen

le voyageur admire les ruines de Manzourah. C'est une vaste enceinte fortifiée à l'antique, au centre de laquelle on voit les restes d'une mosquée qui a dû être d'une grande magnificence. Manzourah n'a cependant jamais été, dit-on, qu'un camp retranché construit par un empereur de Maroc, qui fit inutilement pendant dix ans le siége de Tlémcen. Le méchouar[1], ou citadelle, est situé dans la partie sud de la ville, à l'enceinte de laquelle il est lié. C'est un poste qui ne peut être d'une bonne défense que contre des Arabes, et qui ne pourrait résister que quelques heures à la moindre artillerie européenne.

Tlémcen, ancienne capitale d'un royaume puissant, a conservé de nombreux vestiges de sa splendeur passée. S'élevant majestueusement au milieu de ses beaux jardins, de ses imposantes forêts d'oliviers, elle nous présentait, sur des bases romaines, les débris de ces gracieuses constructions sarrasines, qui tombent, mais ne vieillissent pas. Semblable au peuple ingénieux qui la rendit longtemps florissante, elle pouvait se réveiller d'un long sommeil; mais notre contact, qui devrait partout porter la vie, fut alors pour elle le plus funeste des fléaux.

La vue du beau pays que l'armée française venait de conquérir avec tant de facilité, agit puissamment sur l'imagination ardente du maréchal Clauzel. Il se dit qu'avec une bonne administration cette partie de l'Algérie pourrait devenir une des plus riches contrées du monde. Puis, comme si la chose était déjà faite, il se persuada que la triste et mutilée population de Tlémcen regorgeait de richesses. Ses

---

(1) Le mot méchouar signifie proprement sénat ; appliqué à un édifice, il peut se rendre littéralement par le mot curia.

idées prirent dès lors une fâcheuse direction. Une contribution dont le chiffre ne fut point déterminé, fut frappée sur les habitants. Elle eut d'abord pour but le remboursement des frais de l'expédition, puis l'entretien de 500 hommes que le maréchal se détermina à laisser dans le méchouar et une gratification pour les troupes qui venaient de faire l'expédition. Cette mesure portait principalement sur les Koulouglis. Comme ils déclarèrent qu'il leur était impossible de satisfaire à cette exigence, attendu que la nécessité où ils avaient été de vivre pendant six ans sur leurs capitaux avait épuisé leurs ressources[1], on emprisonna les plus nota-

---

(1) Voici la lettre écrite à cette occasion au maréchal Clauzel, par Mustapha-ben-Ismaël, au nom des Turcs et des Koulouglis :

« Nous sommes vos sujets, vos enfants, à vous qui êtes prince. Voilà six ans que nous sommes en guerre contre les Arabes en ville et au dehors. Vous êtes venu avec votre armée victorieuse attaquer et repousser nos ennemis et nos oppresseurs; vous nous demandez le remboursement des dépenses qu'a faites votre armée depuis son arrivée de France : cette demande est hors de proportion avec nos ressources; il est même au-dessus de notre pouvoir de payer une partie de ces dépenses. En conséquence, nous implorons votre compassion et vos bons sentiments pour nous qui sommes vos enfants, et qui ne pouvons supporter cette charge ; car il n'y a parmi nous ni riches, ni hommes faisant le commerce, mais bien des hommes faibles et pauvres. Nous reconnaissons tout le service que vous nous avez rendu, et nous prions Dieu qu'il vous en récompense. Pour nous, nous vous donnons tout ce dont nous pouvons disposer, c'est-à-dire les maisons que nous habitons, nos maisons de campagne et autres immeubles que nous possédons. Nous vous prions de nous accorder un délai, car cous sommes vos sujets et vos enfants; vous êtes notre

bles d'entre eux. On fit subir le même traitement aux Juifs. Un Juif d'Oran, nommé Lassery, qui avait suivi le maréchal et qui vivait dans son intimité, le commandant Yousouf, et le nommé Mustapha-ben-Mekelech, fils d'un ancien bey, furent chargés de faire rentrer cette contribution. La guerre justifie sans doute bien des choses, mais le sauvage anathème de Brennus n'aurait pas dû s'étendre jusqu'aux amis et aux alliés(1).

Pendant que ses agents procédaient à la rentrée de la

Sultan, et nous n'avons que notre Dieu et vous pour soutiens. Nous sommes sous vos ordres et disposés à vous suivre, comme soldats, partout où vous voudrez. »

(1) On lit, dans une brochure sans nom d'auteur, distribuée aux Chambres en 1836, que, plusieurs mois avant t'expédition de Tlémeen, les Turcs et les Koulouglis du Méchouar, qui désiraient vivement qu'elle se fit, avaient écrit an maréchal Clausel pour offrir d'en payer les frais; c'est une erreur. Il n'a jamais été rien écrit de semblable. Aussi M. Clauzel ne parle nullement de cette offre prétendue dans ses *Explications*, publiées en 1837. Au surplus, Il n'est pas nécessaire d'y recourir pour établir le droit qu'a un général en chef de lever une contribution sur un pays conquis. Personne, que je sache, n'a jamais songé à contester ce droit à M. le maréchal Clauzel. On a dit seulement qu'il n'en avait pas fait un usage convenable, et, en cela, on a eu raison. Il était certainement peu politique et peu généreux de débuter dans le pays que nous avions conquis par pressurer précisément la partie de la population qui nous y avait appelés, d'autant plus que cette population était pauvre. Il est vrai que M. le maréchal se faisait, à cet égard, une complète illusion. S'il eût cru à la pauvreté des Koulouglis, il n'aurait probablement jamais songé à les imposer ; car il nous apprend, dans ses Explications, qu'il avait recommandé aux collecteurs de ne s'adresser qu'aux riches.

Dans ces mêmes *Explications*, M. le maréchal dit que, *d'après sa volonté expresse, l'administration française a été entièrement*

contribution, le maréchal organisait le bataillon de volontaires destiné à former la garnison du Méchouar. Les officiers et les sous-officiers qui y entrèrent occupèrent les emplois du grade supérieur au leur. Le maréchal s'engagea à demander pour eux les grades de ces mêmes emplois. Le commandement du bataillon fut donné au capitaine Cavaignac de l'arme du génie, officier fort estimé dans l'armée.

L'établissement d'une garnison française à Tlemcen

étrangère au prélèvement de la contribution, et que les chefs indigènes ont eu seuls à s'en occuper.

La commission de budget de 1837 dit à ce sujet dans son rapport que le Gouvernement a pensé que la faute était là où l'on plaçait l'excuse. En effet, d'après les règlements sur la matière, ce sont précisément les membres de l'intendance militaire qui sont chargés des contributions de guerre. Mais, d'un autre côté, il n'est point exact de dire que les chefs indigènes ont agi seuls. Les trois véritables collecteurs de la contribution de Tlemcen ont bien été les personnes que nous venons de nommer : c'est un fait patent, connu de l'armée entière ; il est impossible de le nier sérieusement. On peut voir, au reste, le rapport de la commission, cité plus haut : or, de ces trois personnes, les deux premières ne pouvaient certainement pas être considérées comme des chefs indigènes de Tlemcen. Quant à Mustapha-Ben-Mekelech, Il ne fut nommé bey que le 2 février, et la contribution fut ouverte dès le 21 janvier. Au reste, tout ceci est de peu d'importance. L'Afrique est un pays d'exception où le fond, plus que partout, doit emporter la forme. Or, le fond était ici une mesure fâcheuse et inopportune en soi, indépendamment des formes dont on l'a compliquée. Une contribution a aussi été frappée à Constantine, sans que l'administration française ait été non plus appelée à s'en occuper dans les détails, et personne ne s'est élevé contre, parce que Constantine, ville prise d'assaut, n'était pas dans la mémé position morale que les Turcs et les Koulouglis du Méchouar qui étaient, non des ennemis, mais des alliés.

imposait au maréchal l'obligation d'assurer les communications entre cette ville et Oran, qui en est à plus de trente lieues. Il pensa que ces communications devaient s'établir par l'embouchure de la Tafna et la petite île de Rachgoun, ce qui ne laissait que dix lieues à faire par terre, le reste devant se faire par mer.

En conséquence, le 25 janvier, le maréchal partit de Tlemcen avec la 2e et la 3e brigade, quelques escadrons de chasseurs et les indigènes auxiliaires, pour aller reconnaître le cours de la Tafna, établir un fort poste à l'embouchure de cette rivière, et se mettre en communication avec Rachgoun. La première brigade fut laissée à la garde de Tlemcen. Cette opération n'eut pas tout le succès qu'on en attendait. Le petit corps expéditionnaire arriva à la plaine de Remcha, au confluent de la Tafna et de l'Isser, sans avoir rencontré l'ennemi. Mais le maréchal avait reçu dans la nuit l'avis que la gorge qui est au delà de ce point était occupée par Abd-el-Kader. En effet, des feux assez nombreux décelèrent la présence de l'ennemi à droite et à gauche de la Tafna, dans la nuit du 25 au 26, que le corps expéditionnaire passa entre les deux rivières.

Le 26, au matin, le maréchal fit franchir l'Isser à toutes ses troupes, moins le 11e de ligne, qui resta sur la rive gauche pour couvrir les bagages et les malades que l'on conduisait à Rachgoun, dans le but de les embarquer pour Oran. Le général d'Arlanges, commandant la 2e brigade, reçut ordre de gravir les hauteurs de droite avec le 1er bataillon d'infanterie légère d'Afrique, les Arabes auxiliaires, commandés par Mustapha, et environ 300 Koulouglis à la tête desquels se mit le commandant Yousouf. Le colonel de Gouy s'établit avec le 2e régiment de chasseurs

d'Afrique et un bataillon du 66e de ligne au pied des hauteurs, pour recevoir l'ennemi dans la plaine, lorsque le général d'Arlanges l'aurait débusqué de ses positions. Le 2e bataillon du 66e de ligne fut placé en intermédiaire entre le colonel de Gouy et les bagages. Voici maintenant quelle était la position de l'ennemi Abd-el-Kader avec 2,000 chevaux occupait un contrefort des hauteurs de droite. Un monticule situé à l'entrée de la plaine, au pied de ce contrefort, était occupé par un millier de fantassins. Les Kbaïles d'Ouelassa garnissaient les hauteurs de la rive gauche de la Tafna. Quelques cavaliers avaient passé cette rivière et étaient venus prendre position dans la plaine, en face du 11e de ligne. Les ennemis formaient ainsi un demi-cercle autour de notre armée.

L'action commença à dix heures du matin. Elle fut engagée par Mustapha, qui fondit avec sa troupe sur celle d'Abd-el Kader, L'Émir étant sous le feu de l'artillerie du général d'Arlanges, ne l'attendit pas et descendit dans la plaine. Il fut séparé d'une partie de son aile gauche, qui gagna le haut des montagnes et cessa de prendre part au combat. Mustapha, enhardi par ce premier succès, et soutenu par les Koulouglis, se mit à la poursuite d'Abd-el-Kader, Mais, arrivé dans la plaine, l'ennemi s'aperçut du petit nombre d'adversaires qu'il avait à ses trousses, fit volte-face, et allait sans doute refouler les auxiliaires dans la montagne, lorsque le colonel de Gouy le chargea avec son régiment, soutenu par un bataillon du 66e de ligne. L'escadron turc de ce régiment, escadron commandé par le lieutenant Mesmer, se conduisit dans cette circonstance avec la plus grande intrépidité. Un brigadier, nommé Mehemed-Soliman, tua pour sa part trois cavaliers d'Abd-

el-Kader. Il fut, pour ce fait, nommé maréchal des logis sur le champ de bataille. L'Émir eut quelque peine à repasser la Tafna. Le colonel de Gouy l'ayant franchie sur ses traces se mit à sa poursuite en remontant la rivière. Pendant ce temps, le maréchal s'étant mis à la tête de quelques compagnies du 66e, la remontait par la rive gauche en écrasant les Arabes sous le feu de deux pièces de campagne. A quatre heures le combat avait cessé, et l'ennemi avait complètement disparu. Le maréchal rallia ses troupes, qui couchèrent sur le même emplacement que la veille.

Pendant cette série d'opérations, les bagages furent un instant assez vivement attaqués, mais une charge d'un seul escadron, conduite par le capitaine Bernard et soutenue par une compagnie de grenadiers du 11e de ligne commandée par le capitaine Ripert, suffit pour disperser l'ennemi sur ce point.

L'affaire du 26 janvier ne nous coûta que trois morts et quelques blessés. Les Koulouglis, en rentrant au camp, portaient des têtes d'Arabes au bout de leurs baïonnettes. Rançonnés à Tlemcen par ceux mêmes qui étaient venus les secourir, ils se montraient précédemment abattus et découragés, mais le sang de leurs plus anciens ennemis effaça ce jour-là le souvenir de leurs griefs contre leurs équivoques alliés.

Le vieux Mustapha-Ben-Ismaël fit preuve dans cette affaire d'une grande habitude de la guerre et d'un courage encore jeune et bouillant. Et Mezary se conduisit aussi avec habileté et bravoure. Un des porte-drapeau d'Abd-el-Kader, poursuivi par le sous-lieutenant Savarez et sur le point d'être atteint par lui, se précipita dans le lit de la Tafna, dont les bords sont à pic et très-élevés. Il périt dans

la chute, mais il sauva son drapeau, qui fut ramassé par un autre Arabe descendu dans le lit de la rivière par un endroit plus facile.

La nuit qui suivit le combat du 26 fut fort tranquille. Les feux des ennemis devenaient faibles et rares ; tout semblait annoncer qu'ils abandonnaient encore une fois la partie. Le 27 au matin, le maréchal voulant, avant de s'engager dans la gorge de la Tafna, connaître si elle était gardée, résolut d'y envoyer une forte reconnaissance, mais, au moment où il se préparait à la faire partir, M. de Montauban, capitaine au 2e régiment de chasseurs d'Afrique, qui rentrait du fourrage, vint le prévenir que de nombreuses colonnes de cavalerie et d'infanterie paraissaient dans la direction de l'ouest et qu'elles marchaient sur notre camp. Après s'être assuré de l'exactitude de ce rapport, le maréchal fit ses dispositions pour recevoir l'ennemi, qui paraissait fort de 8 à 10,000 hommes. Le convoi quitta la plaine et fut placé sur un plateau à cheval sur la route de Tlemcen, un peu en arrière de sa première position. Les deux brigades occupèrent les hauteurs à droite et à gauche de cette route. La cavalerie resta dans la plaine au pied des hauteurs. Les auxiliaires furent placés à l'aile gauche de l'infanterie française.

A peine ces dispositions étaient-elles terminées, que l'ennemi attaqua à la fois la cavalerie et les auxiliaires. Les Koulouglis furent enfoncés et se replièrent sur la brigade d'Arlanges. La cavalerie, qui avait en tête un ennemi dix fois plus nombreux, dut aussi se rapprocher de nos lignes. Une vive fusillade s'engagea alors sur la gauche et sur le centre, mais elle avait à peine duré quelques minutes, que l'on vit l'ennemi ralentir son feu, puis se retirer en ordre,

mais avec précipitation, sans qu'aucun mouvement de la ligne française motivât cette retraite. Elle était causée par l'arrivée inattendue d'une partie de la brigade du général Perrégaux, à qui le maréchal avait écrit dans la nuit. Cette troupe s'était jetée à gauche de la route de Tlemcen, et se disposait à tomber sur les derrières des Arabes, qui, pour ne pas se trouver entre deux feux, prirent le parti de se retirer. L'Émir alla établir son camp à deux lieues du nôtre, en amont de la Tafna.

Le combat du 27, qui fut fort court, fut aussi très-peu sanglant; mais il donna la fâcheuse certitude qu'Abd-el-Kader n'était pas aussi abattu qu'on avait été un instant en droit de le croire. Le maréchal voulut aller l'attaquer dans son camp, le lendemain 28. Il l'annonça même à l'armée par un ordre du jour. On devait remonter la Tafna en suivant les hauteurs de la rive droite, jusqu'en face de la position occupée par l'ennemi, laisser le convoi sur les crêtes, et fondre avec toutes les troupes disponibles sur le camp des Africains. Ce projet ne put recevoir son exécution. On rencontra des difficultés de terrain ; ensuite on s'aperçut, en approchant, qu'Abd-el-Kader avait si bien choisi sa position, qu'il aurait été difficile de lui couper la retraite. Le maréchal, renonçant donc à l'attaque projetée, rentra à Tlemcen le 28, à quatre heures du soir. L'ennemi, s'étant aperçu de sa retraite, fit sortir de son camp un millier de cavaliers qui vinrent échanger quelques coups de fusil avec notre arrière-garde. Après une demi-heure de tiraillements insignifiants, ils se retirèrent en célébrant par de nombreuses décharges ce qu'ils regardaient comme une victoire. Dans le fait, quoiqu'ils eussent été battus dans deux combats, le maréchal avait été obligé de

renoncer à, son projet d'ouvrir les communications avec Rachgoun.

Cependant, le lieutenant-colonel Beaufort, qui commandait à Oran en l'absence du général d'Arlanges, avait, d'après les ordres du maréchal[1], expédié plusieurs bâtiments à Rachgoun pour y transporter les objets nécessaires au poste de la Tafna. Ces bâtiments y arrivèrent an moment où le corps expéditionnaire rentrait à Tlemcen. Leur présence dans ces parages faisant craindre aux Kbaïles d'Ouélassa une attaque combinée par mer et par terre, ils écrivirent au maréchal dans un style qui pouvait faire croire à quelques sentiments de soumission. Mais ces bâtiments, objets de leur crainte, s'étant bientôt éloignés, cette première démarche ne fut suivie d'aucune autre.

On avait un instant espéré que les Beni-Ornid, que les Krossel, les Houassan et les autres tribus des environs de Tlemcen, que les, Beni-Amer même, reconnaîtraient l'autorité française. Il fallut bientôt renoncer à cet espoir; plusieurs attaques partielles de nos postes avancés apprirent au maréchal qu'il n'était encore entouré que d'ennemis. Dès les premières ouvertures que parurent faire ces tribus, on s'était hâté de les frapper d'une réquisition de chevaux, ce qui eut pour résultat nécessaire de les éloigner de nous. On commit les mêmes fautes à l'égard dés gens d'Angad, qui étaient venus présenter au maréchal leur cheik, jeune enfant, dernier fils d'El-Gomary et seul

(1) La correspondance entre Oran et Tlemcen se faisait par des émissaires arabes, qui ne voyageaient que de nuit, et avec de grands dangers.

rejeton d'une famille dont tous les membres avaient péri en combattant Abd-el-Kader. Les personnes qui furent chargées de les recevoir et de leur parler les traitèrent avec hauteur, ne trouvèrent pas assez beau le cheval d'hommage qu'ils offraient au maréchal, et leur ordonnèrent d'en amener d'autres, non-seulement pour le maréchal, mais encore pour sa suite. Ces hommes s'éloignèrent en promettant de revenir avec ce qu'on exigeait d'eux, mais ils allèrent sur-le-champ faire leur soumission à Abd-el-Kader, dont ils avaient méconnu l'autorité jusqu'alors.

Ce qui se passait à Tlemcen au sujet de la contribution ne pouvait non plus augmenter le nombre de nos partisans. On avait emprisonné jusqu'à Boursali, kaïd du Méchouar ; mais bientôt, voyant que la prison était un moyen insuffisant, on employa les tortures corporelles[1]. Les malheureux

---

(1) C'est-à-dire la bastonnade, que M. le maréchal Chancel appelle, dans ses Explications, le moyen de coercition le plus ordinaire des habitants de l'Afrique. Il est très-vrai que la bastonnade est, pour tes crimes et les délits, au nombre des peines dont les lois et les usages autorisent et même prescrivent l'application. Mais, en matière d'impôt, ce moyen est aussi tyrannique en Afrique qu'ailleurs. Il a pu dire employé dans les avanies, mais non dans les opérations financières régulières, où les biens saisissables du contribuable répondent toujours de ce qu'on exige de lui. Chacun peut avoir son opinion sur les châtiments corporels, légalement infligés, dans les pays où cette pénalité existe. On peut même dire que la bastonnade offre un excellent moyen de graduer exactement la peine sur le délit, et qu'elle a de plus l'avantage de n'atteindre que le coupable, tandis que, dans plusieurs cas, la détention du chef d'une famille pauvre entraîne la ruine de cette famille. On peut se servir de ces arguments pour défendre le maintien de la législation existante en Afrique à cet égard, et c'est

qui y furent soumis offrirent alors pour se libérer les bijoux de leurs femmes et tout ce qu'ils avaient d'armes précieuses et d'objets d'orfèvrerie. L'offre fut acceptée[1], mais les objets étant estimés par Lassery, le furent tous bien au-dessous de leur valeur. Chaque habitant était appelé à son

---

dans ce sens que M. Laurence, dont M. Clauzel invoque l'autorité, a parlé de la bastonnade. Mais Il n'a pu entrer dans l'esprit de M. Laurence, ni d'aucune personne sensée, de confondre la règle avec l'abus. Il ne faut pas non plus qu'on veuille nous faire croire, au moyen de plaisanteries fort usées sur la sensibilité des philanthropes, que les indigènes ne sont jamais plus heureux que quand on les pille et qu'on les écrase sous le bâton.

(1) C'est-à-dire que Lassery prit les bijoux pour son compte, en se portant créancier, envers la contribution, des sommes auxquelles ils avaient été estimés. C'est ce qui résulte des explications de M. le maréchal Clauzel, qui s'opposa à ce qu'ils figurassent directement dans la contribution, ainsi que les imposés le demandaient. Le but de M. le maréchal Clauzel était louable : il pensait que l'estimation des bijoux pouvait donner lieu à un trafic qu'il voulait éviter (Explications de M. le maréchal Clauzel, page 69). Mais le moyen qu'il employa tourna contre ses intentions et favorisa ce trafic : car Lassery, qui, de fait, se trouvait sans concurrent, acheta au prix qu'il voulut à des gens placés sous le bâton. Il est à présumer que l'estimation des bijoux aurait été plus équitable, s'ils avaient été versés directement à la contribution, parce qu'alors elle aurait pu ne pas âtre faite par un intérêt aussi personnel.

La nécessité où se trouvaient les Koulouglis de donner jusqu'aux bijoux de leurs femmes pour acquitter la contribution, était certainement une preuve convaincante de leur pauvreté. Il paraîtrait que M. le maréchal Clauzel en fut d'abord frappé; mais il paraîtrait aussi qu'on parvint à lui persuader que cela ne prouvait rien : car il dit dans ses Explications, page 47, qu'en Afrique, on va au marché avec des bijoux, usage qu'en conscience je ne pense pas que personne ait observé avant lui. Peut-être y a-t-il quelque faute typographique, quelque interposition dans le texte.

tour devant les collecteurs; on lui indiquait sa quote-part, et il recevait des coups de bâton jusqu'à ce qu'il l'eut payée. Souvent le même individu était appelé plusieurs fois, si l'on pouvait présumer qu'il lui restait encore quelque chose. Tout cela se faisant au nom de la France, l'armée en était honteuse et indignée.

Lorsque tout ce qui pouvait être pris l'eut été, et qu'il fut manifeste que le bâton ne pouvait plus rien produire, on déclara que l'on renonçait à la contribution, et que les sommes déjà perçues seraient comptées en déduction de l'impôt annuel du beylik de Tlemcen, fixé à 200,000 francs[1] : une somme de 35,200 francs en numéraire, provenant de

---

(1) Cette décision se trouve dons une lettre de M. le maréchal Clauzel à Mustapha-Ben-Mekelech. Il paraît que depuis il y eut un arrêté, portant la date du 6 février, qui fixa à 150,000 francs la contribution imposée aux habitants de Tlemcen, pour participation aux frais de l'expédition et pour l'entretien de la garnison du Méchouar, en stipulant que cette contribution serait remboursée plus tard sur les impôts et autres revenus du beylik. Cet arrêté, qui ne fut publié nulle part, était ignoré de tout le monde lorsqu'il fut imprimé dans la petite brochure, sans nom d'auteur, dont il a été parlé dans la note de la page 54. On voit cependant, dans le rapport de la commission du budget en 1837, qu'il avait été adressé au ministre, le 14 février 1836. Le 28 du même mois, un arrêté, cette fois-ci; authentique et publié dans le Bulletin des actes qu Gouvernement, donna à la contribution de Tlemcen, toujours fixée au chiffre de 150,000 francs, un caractère encore plus prononcé d'emprunt forcé. Tous ces actes illusoires et rédigés après coup ne prouvent que le besoin qu'éprouvait M. le maréchal de donner une régularité apparente à des mesures qui n'en avaient pas eu de réelle. *Enfin*, dit le rapport de la commission du budget, *M. le maréchal, averti, éclairé sur de caractère de la contribution par les*

la contribution, avait été versée dans la caisse du payeur de l'armée, qui reçut, le 2 février, l'ordre d'en faire la remise à Mustapha-ben-Mekelech, nommé ce jour-là seulement bey de Tlemcen. Elle ne reçut pas, au reste, cette destination : 29,000 francs servirent à la solde de l'armée, et 6,000 furent versés au commandant du Méchouar[1].

---

réclamations pressantes de la tribune, éprouvale besoin de mettre fin à ces débats. En conséquence, la restitution de la partie non employée de la contribution fut annoncée dans le Moniteur algérien, comme devant avoir lieu. Des fonds furent votés par les Chambres pour la restitution totale, calculée sur les déclarations de recettes faites par les collecteurs, et présentant un chiffre de 91,444 francs seulement.

(1) L'administration n'eut aucune connaissance officielle de ce qu'avait produit la contribution en sus des 35,200 francs versés dans le caisse du payeur. L'annonce de l'abandon de la contribution dut lui faire penser, comme à tout le monde, que les diverses valeurs avaient été laisses au bey que M. le maréchal venait de nommer. Mais on apprit bientôt que ces valeurs suivaient le maréchal à Oran ; qu'elles étaient transportées dans un fourgon du quartier général. Plus tard, on sut que Lassery, qui d'Oran se rendit à Alger, avait déclaré à la douane pour 110,000 fr. de valeur or et argent; qu'une vente de bijoux avait été effectuée chez MM. Bacuet et Belard, négociants à Alger, et que Lassery avait transporté d'autres bijoux à Tunis. De là certains bruits dont il est fort concevable que M. le maréchal ait été vivement blessé. Il résulte des explications, que ces bruits l'on mis dans la nécessité de donner, que les valeurs en bijoux et autres objets d'orfèvrerie emportés de Tlemcen par Lassery devaient dire réalisées en numéraires par celui-ci et renvoyées sous cette forme au bey, jusqu'à concurrence des sommes portées en recette au rôle de la contribution que ces valeurs représentaient, ou plutôt dont elles étaient le gage. Ce fut pour la sûreté de ce gage que M. le maréchal la fit déposer dans un de ses fourgons. Mais n'était-ce pas prendre une part directe à une opération à laquelle il avait désiré

Pendant que le maréchal était sur la Tafna, une partie des Maures de Tlemcen, ramenés par nos troupes dans cette ville le 17, la quittèrent de nouveau pour se soustraire aux exactions qui leur étaient réservées. Les Koulouglis en auraient sans doute fait autant, s'ils n'avaient pas été aussi fortement compromis envers Abd-el-Kader. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils en exprimèrent le désir, et que le jour même où l'on se décida à clore la contribution, une foule de ces misérables obstruaient la rue où était logé le maréchal, en criant qu'ils s'étaient de bonne foi soumis à la France, et que, si l'on voulait les traiter sans miséricorde, comme des ennemis forcés par un assaut, ils se disperseraient dans les tribus. Ce n'était là, du reste, que de vaines paroles arrachées par le désespoir, car les malheureux savaient bien, dans le fond du cœur, qu'une nécessité de fer les clouait à Tlemcen. Ils étaient destinés à prouver

---

que l'administration française restât étrangère ? Est-il bien étonnant que le public, qui n'était pas dans sa confidence, en conçût quelques vagues et pénibles soupçons ? Cette disposition à croire au mal est déplorable sans doute, mais M. Clausel lui-même y avait-t-il toujours été étranger ? Le premier acte de son premier commandement en Afrique n'avait-il rien eu d'hostile, sous ce rapport, à l'administration de son prédécesseur ? Ensuite, dans l'affaire de Tlemcen, n'était-il pas naturel que les violences commises, en soulevant les consciences, aient rendu les esprits pins soupçonneux ?

M. le maréchal Clauzel ne devait donc s'en prendre qu'à lui des bruits qui l'ont si justement blessé.

J'aurais voulu passer sous silence le triste épisode de la contribution de Tlemcen, mais la chose n'étant pas possible, j'ai dû entrer dans assez de détails pour que le lecteur pût apprécier la nature d'un acte dont on s'est tant occupé en France. Je n'ai pas dû aller plus loin.

de nouveau aux indigènes qu'il valait mieux pour eux nous avoir pour ennemis que pour amis ; triste vérité qui a cessé d'en être une, fort heureusement, mais qui, pendant neuf ans, fut d'une application presque générale, par suite de tant de fautes et d'autres actes qui mériteraient une plus sévère qualification.

Des lettres trouvées sur des Arabes tués aux deux combats de la Tafna avaient fait connaître au maréchal que, dans ces deux affaires, Abd el-Kader avait eu pour auxiliaires quelques Marocains des environs d'Ouchda. Il écrivit au kaïd de cette ville, qui n'est qu'à quinze lieues de Tlemcen, pour se plaindre de cette violation de neutralité, laquelle détermina plus tard la mission du colonel de Larue à Méquinez.

Quoique M. le maréchal ne fût point parvenu à assurer les communications entre Tlemcen et Oran, ni à établir l'autorité de la France dans la contrée, il n'en persista pas moins dans le projet de laisser une garnison française au Méchouar. Cette garnison aurait été fort utile, si l'on avait su grouper autour; d'elle et des Koulouglis une population amie. Il aurait, été possible d'y parvenir, mais on fit tout ce qui devrait au contraire éloigner ce résultat. Il aurait été alors plus avantageux, peut-être, de détruire le Méchouar et d'emmener les Koulouglis et leurs familles, pour les établir à Masagran, comme on en avait eu un instant la pensée ; mais, dans ce cas, on livrait la ville entière à Abd-el-Kader, de sorte que le résultat de la campagne aurait été de le débarrasser des Koulouglis. On voit que, quand on pêche par la base, il ne reste plus que le choix, des fautes.

Avant de quitter Tlemcen, le maréchal réunit les chefs

des Maures et des Koulouglis. Il leur fit promettre de vivre en bonne intelligence ; ils firent machinalement ce qu'on exigeait d'eux. Une oppression égale semblait, du reste, avoir étouffé la haine qu'ils se portaient jadis.

Le Méchouar ayant été abondamment approvisionné, mis en bon état de défense, et confié aux mains fermes et habiles du capitaine Cavaignac, l'armée partit de Tlemcen pour retourner à Oran, le 7 février, emportant avec elle des vivres pour huit jours : c'était à peu près tout ce qu'on avait pu trouver de disponible dans une ville où, depuis un mois, les denrées n'arrivaient plus. Le maréchal, soit pour tromper l'ennemi, soit pour connaître une autre partie du pays, ne voulut pas prendre la route qu'il avait suivie en venant. Il prit celle de Mascara, laissant les indigènes en doute sur ses intentions. L'armée, qui marchait la gauche en tête, coucha le 7 sur 1'Aamiguer, et le 8 sur l'Isser, dans des lieux beaucoup plus rapprochés des sources de ces deux rivières que ceux où elle les avait franchies un mois auparavant. Ces deux journées furent très-pénibles, à cause des difficultés du chemin qui parcourt un sol excessivement raviné. Les troupes du génie aplanirent les obstacles à force de travail. Le 9, l'armée atteignit et même dépassa la crête de la chaîne de montagnes qui règne entre Oran et Tlemcen. Elle coucha non loin, des sources du Rio-Salado, au delà du point où la route d'Oran se sépare de celle de Mascara. Quelques centaines, de cavaliers ennemis vinrent tirailler ce jour-là avec, l'arrière-garde. Dans la nuit, quelques Arabes se, glissèrent dans le camp et y volèrent des armes.

Le 10, l'armée s'étant remise en marche, l'ennemi parut aussitôt en plus grand nombre que la veille. A huit

heures du matin, Abd-el-Kader vint en personne attaquer l'arrière-garde avec des forces assez considérables. Cependant il ne serait pas parvenu à en arrêter la marche un seul instant, si les voitures n'avaient pas rencontré un passage fort difficile qui nécessita de grands travaux. Pendant que les troupes du génie les exécutaient avec leur zèle et leur intelligence ordinaires, la brigade Perrégaux, qui formait l'arrière-garde, dut prendre position et repousser les efforts de l'ennemi. Au moment où la fusillade avait le plus de vivacité, il survint un incident de peu d'importance en lui-même, mais qui prouve bien la légèreté d'esprit et les rapprochements de caractère des deux peuples qui se combattaient : un sanglier, effrayé par le bruit des armes à feu, vint à passer entre la ligne arabe et la ligne française : aussitôt les combattants, cessant de tirer les uns sur les autres, se mirent à diriger leurs coups sur ce nouveau-venu, en s'adressant réciproquement des plaisanteries, comme on pourrait le faire dans une partie de chasse. L'animal s'étant tiré la vie sauve de ce mauvais pas, les balles reprirent leur première direction.

Les travaux du génie étant terminés, les bagages se remirent en marche sous l'escorte de deux bataillons, et, lorsqu'ils furent suffisamment éloignés, le maréchal ordonna à l'arrière-garde de s'engager dans le défilé, tandis qu'il occupait lui-même les hauteurs avec la 2e brigade. L'ennemi, redoublant alors d'ardeur, renouvela ses attaques, et parut décidé à tenter un effort qui nous aurait au moins coûté beaucoup de monde ; mais le maréchal, presque sans s'engager, le paralysa complètement par l'effet de ses manœuvres. Il ordonna à toute l'armée une retraite en échelons, pivotant tantôt sur une aile, tantôt sur l'autre,

en présentant toujours à l'ennemi une pointe prête à le déborder et à fondre sur lui. Abd-el-Kader, voyant qu'il ne pouvait rien contre des manœuvres aussi habiles, retira ses troupes et se mit hors de la portée du canon. L'armée, continuant paisiblement sa marche, alla coucher sur les dernières rampes des montagnes. Dans la nuit, quelques postes furent attaqués. Le lendemain, 11, l'armée arriva dans la plaine à l'ouest du lac Salé, et vint camper à trois lieues de Bridia. Ce fut le dernier jour de la campagne. Le 12, le maréchal rentra à Oran:

Ainsi se termina l'expédition de Tlemcen. La puissance matérielle d'Abd-el-Kader n'en fut que médiocrement affaiblie, et il y gagna en influence morale tout ce qu'une mesure funeste nous avait fait perdre en considération. Néanmoins, M. le maréchal publia une proclamation où il annonçait avec plus d'emphase que de vérité qu'Abd-el-Kader ne songeait plus qu'à cacher, dans les gorges du grand Atlas et dans les déserts du Sahara, sa révolte et sa trahison, et que la guerre était finie. Il n'y avait certes dans la conduite d'Abd-el-Kader ni trahison, ni révolte ; mais il y avait eu, du côté de M. le maréchal, impuissance à l'abattre, parce qu'il lui avait constamment laissé l'avantage des moyens moraux, que M. Clauzel n'a jamais su employer.

Pendant l'expédition que nous venons de raconter, un assez fort parti de cavalerie de la tribu des Garaba avait constamment battu la campagne dans les environs d'Oran. Il avait attaqué deux fois les détachements de la garnison qui allaient au bois, et quelques hommes avaient été tués dans ces rencontres. Les Douair et les Zmela, privés de l'appui de leurs guerriers qui avaient presque tous suivi

l'armée, s'étaient vus forcés de se réfugier entre les blockhaus et la ville. Ce mouvement s'était opéré la nuit avec assez de désordre. Les cris des femmes et des enfants avaient retenti jusque dans la place, où ils avaient répandu l'effroi, bien que les Arabes ne pussent songer sérieusement à l'attaquer.

Vers la fin de février, le maréchal retourna à Alger d'où il était absent depuis trois mois. Il laissa le général Perrégaux à Oran avec mission de faire quelques courses dans le pays. Le général d'Arlanges n'en continua pas moins à commander la province. Avant son départ, le maréchal alla visiter Rachgoun ; il décida qu'un fort poste serait établi à l'embouchure de la Tafna par le général d'Arlanges, qui devait ouvrir des communications entre ce point et Tlemcen, ce que l'on n'avait pu faire avec des forces supérieures à celles qui allaient être laissées dans la province d'Oran. Les zouaves et les compagnies d'élite formées en bataillons furent embarqués pour Alger.

La viande manquait totalement à Oran. Les Douair et les Zmela, nos seuls alliés, étaient épuisés ; les autres Arabes se tenaient obstinément éloignés de nos marchés il fallut donc aller chercher ce qu'on refusait de nous apporter. Le 23 février, le général Perrégaux sortit d'Oran avec 4,000 hommes ; le 25, il surprit les Garaba et leur enleva 2,000 têtes de bétail, ce qui ramena l'abondance à Oran.

Le 14 mars, le général Perrégaux sortit une seconde fois d'Oran avec un bataillon du 11e de ligne, un du 66e, un du 17e léger, quelques escadrons de chasseurs d'Afrique, trois pièces de campagne, trois de montagne, et les cavaliers de Mustapha-ben-Ismaël. Il alla coucher à la fon-

taine de Goudiel. Le 15, il se dirigea sur la Macta, en passant par le vieil Arzew, et bivouaqua au delà de la rivière. Le 16, il fit sa jonction avec le colonel Combes, le bey Ibrahim et El-Mezary à qui il avait écrit de se Mettre en marche ; cette jonction s'opéra dans un lieu appelé Assian. Le colonel Combes avait avec lui 700 hommes du 47e de ligne ; Ibrahim et El-Mezary n'avaient que 150 fantassins et 50 cavaliers. Un corps d'Arabes, appartenant aux tribus de Beni-Chougran, Abid-Cheraga, Hamian et Bordjia, se montra ce jour-là dans la plaine, conduit par un des lieutenants d'Abd-el-Kader. Mustapha, Ibrahim et El-Mezary, soutenus par la cavalerie française et par toute la colonne qui la suivait, marchèrent à l'ennemi, qui fut repoussé au delà de l'Habra après avoir perdu une quarantaine d'hommes. Parmi les morts se trouvèrent le kaïd de Calah, Mohammed ben-Djelil, et un porte-drapeau ; deux drapeaux furent pris. Le corps expéditionnaire coucha sur la rive droite de l'Habra, en face de la position que le maréchal Clauzel avait occupée, le 3 décembre, en marchant sur Mascara. On enleva à l'ennemi des bœufs, des moutons, et une cinquantaine de chevaux. Le résultat de ce combat fut la soumission des Bordjia.

Le 17, une pointe fut poussée dans les montagnes des Beni-Chougran. La cavalerie française, la cavalerie indigène, et 1,600 fantassins furent employés à cette expédition. On prit aux Beni-Chougran du bétail, des tentes, des chameaux et 43 femmes et enfants. Dans la soirée, les Hamian, les Beni Gaddoun et une partie des Beni-Chougran, firent leur soumission. Le général Perrégaux, voulant donner à d'autres tribus le temps de se prononcer, résolut de rester quelques jours sur l'Habra. Il mit ce temps à profit

pour y construire un camp retranché. L'expérience a prouvé que ces sortes d'ouvrages, qui nous sont fort utiles dans nos expéditions, ne nous imposent pas l'obligation de les occuper d'une manière permanente ; car, non-seulement les Arabes ne savent point s'en servir pour leur propre défense, mais ils ne se donnent pas même la peine de les détruire.

Pendant que le général était campé sur l'Habra, les anciens habitants d'Arzew[1], dispersés depuis trois ans dans la plaine de Ceirat, vinrent lui demander l'autorisation de retourner dans leur ancienne patrie qui était restée déserte. Cette autorisation leur fut accordée, moyennant certaines conditions d'ordre public ; mais les événements, qui annulèrent bientôt les succès du général Perrégaux, ne leur permirent pas d'en profiter.

Le 21 mars, le général Perrégaux partit de l'Habra, et alla s'établir chez les Mader qui font partie de la puissante tribu des Medjar. Le 22, Sidi-Chaaban-Oulid-el-Aribi, fils aîné de feu Sidi-el-Aribi, et chef de la tribu de ce nom, se présenta à lui avec le kaïd des Mekalia. Cet événement, très-important, assurait la soumission de presque toute la vallée du Chelif. Aussi, depuis ce moment, la marche du général Perrégaux né fut presque plus qu'une promenade pacifique. Les Arabes se rendirent en foule auprès de lui ; le marché de son camp fut bien approvisionné, et ses communications avec Mostaganem, d'où il tirait ce que les tribus ne pouvaient lui fournir, furent parfaitement

(1) Il s'agit ici de ce que nous appelons le vieil Arzew, et non du point militaire que nous appelons Arzew, auquel les Arabes donnent la dénomination de Mersa.

sûres. Ce général, par la dignité et l'affabilité de ses manières, par son extrême justice et la discipline sévère qu'il fit observer à ses soldats, s'acquit l'amour et l'estime des indigènes, dont son esprit appliqué et travailleur lui fit bientôt connaître les affaires et les besoins.

Le 24 mars, il porta son camp au delà de la petite rivière d'Hilhil, et le 25 sur la Mina, où il séjourna le 26. Toute la famille de Sidi-el-Aribi vint l'y voir. Le 27, il alla coucher à Sour-Koul-Mitou, sur la rive gauche du Chelif, entre la Mina et la mer. Il fallut un peu combattre ce jour-là avec la tribu kbaïle des Beni-Zerouel : El-Mezary fut blessé. Ces faibles ennemis furent aisément enfoncés, mais ils se retirèrent dans leurs montagnes et ne firent aucune espèce de soumission.

Sour-Koul-Mitou, où les troupes bivouaquèrent le 28 et le 29, est une ancienne ville romaine abandonnée. Elle est dans une position charmante qui domine le Chelif. Le 37, les troupes, laissant Mostaganem à droite, allèrent coucher à la fontaine de Sdidia. La garnison de Mostaganem, d'après les ordres venus d'Alger, fut réduite à 400 hommes, au grand déplaisir du bey Ibrabim. Le corps expéditionnaire coucha, le 31, à Goudiel, et rentra à Oran le 1er avril.

Cette heureuse excursion prouva tout le parti que l'on aurait pu tirer des tribus du Chelif dans l'expédition de Mascara, si l'on avait eu s'y prendre. Ces tribus étaient en effet les moins attachées à Abd-el-Kader. En leur donnant un bey de leur choix et non un Turc, et en dépensant quelque argent pour son établissement, on pouvait créer là une puissance arabe rivale de celle de l'Émir. De tous les généraux que nous avions alors en Afrique, nul n'était

plus propre que le général Perrégaux à l'accomplissement de cette œuvre, mais il partit dans les premiers jours d'avril et la laissa incomplète ; sa position n'était pas assez déterminée dans la province d'Oran, qui avait un autre commandant que lui, pour qu'il pût y rester plus longtemps. Après son départ, les tribus, un instant soumises, nous échappèrent de nouveau, ainsi qu'il sera dit dans le livre suivant.

Pendant que le général Perrégaux marchait sur le Chelif, le général d'Arlanges, à la tête d'un petit corps de 1,200 hommes, s'avança à l'ouest jusqu'à Bridia, où il construisit quelques retranchements. Il n'eut pas à combattre ; mais il ne reçut aucune soumission. Abd-el-Kader était à Aïn-el-Houth, près de Tlemcen. Il attendait là qu'une circonstance favorable lui permit d'agir avec quelque espérance de succès; elle ne tarda pas à se présenter.

LIVRE XIX.

Retour du maréchal Clauzel à Alger. — Expédition de Médéa. — Rappel du général d'Uzer. — Yousouf mameluk, bey de Constantine. — Voyage du maréchal en France. — Malheureuse expédition du général d'Arlanges. — Camp de la Tafna. — Défaite et prise du bey nommé à Médéa par le maréchal. — Le général Bugeaud en Afrique. — Combat et victoire de la Sikak. — Événements de Bougie. — Meurte du commandant Salomon.

Le maréchal Clauzel, en rentrant à Alger, après son expédition de Tlemcen, trouva le pays dans l'état où il l'avait laissé, c'est-à-dire toujours inquiété par les Hadjoutes. Dans les premiers jours de mars, les troupes commandées par le général Rapatel firent dans l'ouest de la plaine encore des courses sans résultats et presque sans but dont on avait pris l'habitude à Alger, et qui servaient de thèses à d'insignifiants bulletins de victoire.

Cependant le ministre, qui recevait par chaque courrier des nouvelles satisfaisantes de l'Afrique, crut trop légèrement que l'état du pays lui permettait de rentrer dans les limites de son budget, et de réduire l'armée d'occupation à ses forces ordinaires, c'est-à-dire à ce qu'elle était avant l'expédition de Mascara. Le lieutenant-colonel de Larue, un de ses aides de camp, fut envoyé à Alger, porteur d'ordres précis touchant cette réduction. M. le maréchal, dont les exagérations officielles avaient en quelque sorte provoqué cette mesure intempestive, en connaissait

mieux que personne les inconvénients. Aussi, tout en paraissant s'y soumettre avec empressement, il mit tout en usage pour en atténuer les effets et en éloigner l'exécution. On était au mois de mars ; l'entreprise commencée par le général Perrégaux sur le Chelif, l'obligation où il était lui-même de tirer le vieux Mohammed-ben-Hussein de la désagréable position où il l'avait mis, étaient des raisons très-légitimes de ne rien précipiter. Il les fit valoir, et après avoir désigné pour rentrer en France le 13e de ligne, le 66e, le 59e, le 3e bataillon d'Afrique, et quelques compagnies de discipline, il décida que le départ de ces troupes ne s'effectuerait que lorsque l'expédition du général Perrégaux et celle qu'il méditait lui-même seraient terminées.

Celle-ci, dont on parlait depuis longtemps dans le public, paraissait devoir nous conduire à Médéa et à Miliana. Le maréchal s'était même exprimé à ce sujet, de manière à ne pas laisser de doute sur ses intentions. Cependant, au moment de l'exécution, se souvenant, par ce qui lui était arrivé à la Tafna, qu'il peut y avoir quelque danger pour l'amour-propre d'un général, à proclamer sans nécessité des projets qu'il peut être forcé d'abandonner, il se contenta de donner la dénomination peu significative de reconnaissance à l'expédition qu'il allait entreprendre, et qui, dans le fait, fut sans résultat. Le 29 mars, quatre petites brigades, commandées par les généraux Desmichels et Bro, et par les colonels Kœnigsegg et Hequet, se réunirent à Bouffarik. Elles en partirent le 20 au matin et se dirigèrent vers la ferme de Mouzaïa, l'avant-garde marchant à une lieue du corps d'armée. Quelques coups de fusil furent tirés par les Hadjoutes au passage de la Chiffa. Au delà de la rivière,

il y eut sur la gauche un engagement assez vif entre nos spahis et un gros d'Arabes et de Kbaïles. La colonne, continuant sa marche, alla coucher à une lieue en deçà de la ferme de Mouzaïa.

Le 31, dans la matinée, on arriva à cette ferme, où le maréchal laissa presque toutes les voitures sous la garde d'un détachement de condamnés militaires aux travaux publics. On les avait armés pour cette expédition où ils se conduisirent fort bien.

L'armée pénétra dans les montagnes dans l'ordre suivant : l'avant garde, sous les ordres du général Bro, composée des zouaves, du 2e léger, du 3e bataillon d'Afrique et de deux pièces de montagne, marcha en deux colonnes, dont une suivit la route tracée de Médéa, et l'autre un contre-fort à gauche de cette route ; le général Rapatel marcha après le général Bro avec le 13e de ligne, l'artillerie de campagne, et ce qu'on avait conservé de bagages. Le maréchal se mit en marche par la droite avec toute la cavalerie, le 63e de ligne et deux pièces. Il suivit quelque temps le chemin de Miliana, et dispersa à coups de canon un gros d'Arabes qui y avaient pris position. Après cela, il appuya à gauche pour se rapprocher du reste de l'armée, qui se dirigea tout entière vers un plateau séparant les pentes inférieures et assez douces de l'Atlas des pentes supérieures qui sont plus roides. La colonne de gauche, en tête de laquelle marchaient les zouaves, eut un engagement assez vif, qui lui coûta trente à quarante tués ou blessés. L'armée passa la nuit sur le plateau. On évacua les blessés sur la ferme de Mouzaïa encore peu éloignée.

Le 1er avril, à huit heures du matin, il s'agissait de gagner le Téniat, déjà célèbre par le combat du 21 novem-

bre 1830. Le général Bro reçut ordre de s'y porter par les crêtes de gauche avec les zouaves, le 3e bataillon d'Afrique et le 2e léger. Les horribles difficultés du terrain ne permirent pas d'affecter de l'artillerie à cette colonne. Les 13e de ligne se porta en avant en suivant la route tracée. Le général Bro s'empara des crêtes, mais l'extrême fatigue des troupes les força de s'arrêter avant d'arriver aux pics qui dominent le col. Pendant ce temps, le 13e de ligne parvint au pied de la dernière rampe ; mais il aurait été téméraire de la gravir, sans être couvert sur la gauche par la brigade du général Bro qui s'était laissé dépasser. Le maréchal voulut lui envoyer l'ordre de se hâter. Comme elle était éloigné, et que l'ennemi était répandu partout, il hésitait à désigner un officier pour cette dangereuse, mission ; M. Villeneuve, capitaine d'état major, s'offrit et fut assez heureux pour arriver à sa destination. Les ordres furent ponctuellement et intelligemment` exécutés. Les clairons sonnèrent, et les zouaves poussant leurs cris de guerre, se précipitèrent sur l'ennemi avec le 3e bataillon d'Afrique et le 2e léger. Les Kbaïles, chassés de pic en pic, furent culbutés au delà du col par une tête de colonne composée des, hommes les plus lestes qui avaient pris les devants dans cette attaque, où l'élan des troupes devançait presque les ordres des chefs. L'armée prit position et bivouaqua sur les crêtes.

Le 2 avril, le génie travailla, avec un zèle et une ardeur qui depuis longtemps n'étonnaient plus l'armée, à une route destinée à rendre plus facile le passage des montagnes dans cette direction. Le travail fut fait sous la protection de l'infanterie, continuellement occupée à repousser les attaques des indigènes.

Le 3, le travail et les combats continuèrent. Une position détendue par vingt-cinq chasseurs du troisième bataillon d'Afrique fut enlevée par les Kbaïles, et reprise un instant après par ces mêmes chasseurs, soutenus par un détachement de zouaves et commandés par le capitaine de Mondredon.

A la nouvelle de l'arrivée des Français au col, les habitants de Médéa, à l'exception des Koulouglis, d'une trentaine d'Hadar et des Juifs, abandonnèrent la ville. Le vieux. Mohamed-ben-Hussein sortit alors de sa cachette, et se rendit à Médéa, où les Koulouglis le reçurent. Il eut pour auxiliaire, dans cette affaire, le fils de Bou-Mzerag, l'ancien bey de Titteri. Ce jeune homme, plein de ressources d'esprit et de résolution de caractère, aurait été lui-même un excellent chef de parti ; mais ses passions brutales et ses débauches lui ayant fait perdre toute considération personnelle, il ne pouvait se mettre qu'à la suite d'un autre. Il prit cause, dans cette circonstance, pour Ben-Hussein. Ce dernier, après son entrée à Médéa, écrivit au maréchal pour le prier de faire une démonstration en sa faveur, chose qu'on ne pouvait évidemment lui refuser, et qui était d'accord, au reste, avec les projets du maréchal. En conséquence, le 4 avril, le général Desmichels fut envoyé à Médéa, avec toute la cavalerie, le 68e de ligne, et deux pièces de montagne. Il y arriva sans combat ; mais l'aspect de la ville lui fit sur-le-champ comprendre que le bey était loin d'y être solidement, établi. Les Koulouglis paraissaient fort effrayés. Mohamed-ben-Hussein n'avait avec lui que très-peu de cavaliers arabes. Presque toutes les maisons de la ville étaient abandonnées ; la tristesse et la méfiance étaient peintes sur tous les visages. Il était aisé

de voir que si les Koulouglis n'avaient pas fui comme les Hadar, cela tenait à ce qu'ils n'avaient pas espéré trouver le même accueil auprès des Arabes. Le général Desmichels fit tout son possible pour rendre un peu de confiance à cette population effrayée, mais ses paroles ne produisirent que peu d'effet. Le bey le supplia de rester quelques jours à Médéa. Ses instructions ne le lui permettaient pas ; cependant il en écrivit au maréchal, dans la nuit. Le lendemain, à midi, la réponse n'étant pas arrivée, il dut, pour obéir à ses premiers ordres, se mettre en route pour le col, après avoir distribué aux Koulouglis 600 fusils et 50,000 cartouches, qu'on avait apportés à cet effet.

Arrivé sur le soir à Zeboubdj Azarah, le général Desmichels reçut l'autorisation de rester un jour de plus à Médéa, pour avoir le temps de châtier la tribu d'Ouzera qui s'était fortement prononcée contre notre bey. Comme cette tribu est aussi près de Zeboudj-Azarah que de Médéa, il ne revint point sur ses pas, mais se contenta d'écrire au bey pour lui donner rendez-vous sur le territoire d'Ouzera : le lendemain, ils s'y rendirent chacun de son côté. Les Ouzera n'opposèrent point de résistance ; ils s'éloignèrent en déclarant qu'ils ne voulaient ni des Français ni de leur bey. Piqué de ce dédain, Mohammed-ben-Hussein fit incendier leurs demeures. Il se sépara ensuite du général, et rentra à Médéa un peu moins découragé que la veille. Le général alla coucher à Zeboudj-Azarah. Le lendemain, 7 avril, il reprit le chemin du col, où il arriva d'assez bonne heure. Toute l'armée se remit alors en marche sur Alger. La partie de la tribu de Mouzaïa la plus voisine de la route avait envoyé une députation au maréchal, pour faire acte

de soumission. Il lui avait imposé l'obligation de fournir des bœufs à l'armée, et quelques otages qui devaient être incorporés dans les zouaves. Aucune de ces conditions n'ayant été remplies, on incendia le territoire de Mouzaïa.

L'armée coucha à la ferme de ce nom, le 7. Elle y reprit les troupes et les voitures qu'elle y avait laissées, et se dirigea, le lendemain, sur Bouffarik. Deux à trois cents Hadjoutes vinrent, ce jour-là, tirailler avec l'arrière-garde; Mohammed-el-Hadj-Oulid-Rebah, un de leurs plus braves cavaliers, nommé kaïd par Abd-el-Kader, fut tué dans cette petite affaire. Le 8, l'armée coucha à Bouffarik, et, le 9, le maréchal rentra à Alger.

Nous eûmes, dans cette expédition de dix jours, trois cents hommes tués ou blessés ; c'était plus que dans les deux expéditions de Mascara et de Tlemcen.

L'expédition que je viens de raconter et celle du Chelif parurent avoir eu pour résultat la consolidation de nos beys de Médéa et de Mostaganem. Lorsqu'elles furent terminées, les troupes qui devaient rentrer en France furent immédiatement embarquées.

M. le maréchal partit lui-même le 14 avril. Il fut appelé à Paris par les ministres, qui paraissaient craindre les dispositions de la Chambre des députés sur la question d'Alger et qui pensaient que personne ne pouvait mieux la défendre que le gouverneur général. M. l'intendant civil Lepasquier quitta aussi l'Afrique, mais pour n'y plus revenir ; il existait un désaccord complet entre le maréchal et lui : nous en reparlerons dans un autre livre.

Pendant que M. le maréchal Clauzel était à Tlemcen, il donna au commandant Yousouf un brevet de bey de

Constantine[1]. Cette mesure fut l'origine des événements qui ont clos d'une manière si fâcheuse en Afrique l'année 1836. Yousouf, en attendant que les circonstances permissent de le conduire à Constantine, devait gouverner les tribus que l'administration paternelle du général d'Uzer avait ralliées à la France. Mais comme il comptait employer d'autres moyens que ceux qui étaient mis en usage par ce général, et que l'on savait que celui-ci ne serait pas d'humeur à tolérer certains actes que l'on méditait il fut convenu qu'on éloignerait M. d'Uzer de Bône, pour laisser le champ libre au nouveau bey.

M. d'User, ainsi que M. Clauzel lui-même, avait fait d'assez nombreuses acquisitions d'immeubles en Afrique, Mustapha-ben-Kerim, en qui il avait mis sa confiance, passait, aux yeux de bien des gens, pour un homme d'argent et, d'intrigue. Le cadi de Bône avait, de son côté, donné lieu à quelques plaintes. En rapprochant ces trois circonstances, on insinua que les acquisitions de M. d'Uzer, faites par l'entremise de ces deux hommes, n'étaient pas toutes le résultat de franches et loyales transactions ; qu'en un mot, le général avait abusé de sa position pour devenir propriétaire à des titres peu onéreux, et quelquefois équivoques. Ces accusations méritaient sans doute d'être éclaircies ; mais

---

(1) Le Gouvernement eut quelque peine à reconnaître cette nomination qu'il ne sanctionna que plus tard. Le ministre écrivait an gouverneur général, le 15 août 1836 ; « Malgré les plaintes graves que les excès commis à Tlemcen ont soulevées, le Gouvernement consentira à laisser Yousouf investi du titre de bey qui lui a été conféré par vous ; mais un officier-général, capable de lui en imposer et de le diriger, sera placé dans la province. »

M. le maréchal Clauzel, qui lui-même était en butte à des accusations de même genre, aurait dû peut-être ne s'avancer qu'avec circonspection sur ce terrain glissant. Cependant, il n'en fut pas ainsi ; car, sur sa demande, la révocation du commandant de Bône fut signée par le ministre et envoyée à Alger. Vers le même temps, le général d'Uzer, fatigué des tracasseries qu'on lui suscitait, demandait lui-même à rentrer en France. On eut alors assez de condescendance pour accéder à sa demande sans lui parler de sa révocation, qui fut considérée comme non avenue ; ainsi il parut se retirer volontairement.

Les tracasseries suscitées à M. d'Uzer consistaient principalement .en une enquête dirigée, en apparence, contre Mustapha-ben-Kerim et le cadi seulement, mais qui, dans le fait, l'était aussi contre le général. Elle fut faite par M. Réalier-Dumas, procureur général, et par M. Giacobi, juge d'instruction au tribunal supérieur. Ce dernier, sur qui tomba tout le poids de ce travail, s'en acquitta avec l'impartialité qui distingue la magistrature française. L'enquête ne produisit rien contre le général. Les griefs les plus graves allégués contre Mustapha et le cadi furent mis au néant[1]. Il ne resta que quelques soupçons plus ou moins vagues et l'impression assez fondée que Mustapha avait usurpé des biens domaniaux et fait disparaître les titres d'autres. Ces deux hommes, envoyés d'abord à Alger, à la disposition du gouverneur, en furent quittes pour perdre leur position administrative ; Yousouf, qui s'attendait à autre chose, fit alors à Mustapha des avances qui furent repoussées avec

(1) On avait accusé Mustapha d'un empoisonnement et d'une substituca de condamné

dédain. Celui-ci, ne voulant ni vivre sous la dépendance de Yousouf, ni rester exposé à sa vengeance, se retira à Tunis.

L'agitation produite par l'enquête mit en lumière des faits honorables pour le général d'Uzer. On sut que, malgré l'augmentation de valeur des immeubles, il avait cédé, au prix d'achat, à un vieil officier, un terrain qu'il avait amélioré. On sut aussi qu'après avoir légalement acheté à un Maure un autre terrain que le vendeur n'avait cru propre qu'au pacage, il tripla, de son propre mouvement et sans y avoir été provoqué de nulle manière, le prix convenu, parce qu'il reconnut, après avoir bien étudié sa nouvelle acquisition, qu'elle avait une valeur bien supérieure à l'estimation faite par l'ancien propriétaire.

M. le général d'Uzer avait des ennemis à Bône parmi les Européens. Ces ennemis lui faisaient un crime de sa bienveillance pour les indigènes : car montrer quelque sympathie pour les Arabes, c'est presque une trahison dans l'opinion de certaines personnes. C'est une bien fâcheuse disposition d'esprit que cette haine sauvage qui anime un si grand nombre d'Européens contre des hommes que nous avons tant d'intérêts moraux et matériels à rapprocher de nous. Je l'ai souvent signalée et je ne cesserai de la combattre.

M. d'Uzer aimait les Arabes et en était aimé. Il réprimait avec énergie leurs actes de brigandage, quand ils s'en permettaient, mais il ne souffrait pas qu'il fût commis la moindre injustice à leur égard. Quelques Européens, acquéreurs de terres qu'ils ne cultivaient pas, cherchaient à en tirer profit en faisant saisir les troupeaux arabes qui allaient paître sur ces terrains vagues, selon les droits et

usages du pays, ou qui seulement les traversaient. Le général s'était souvent plaint de cet abus. Apprenant un jour qu'une immense quantité de bétail venait d'être mis en fourrière de cette manière, il le fit sur-le-champ relâcher. On voulut voir une usurpation de la puissance militaire dans ce politique empêchement mis à l'abus de la force et au dévergondage de la cupidité.

Le général d'Uzer ayant été sacrifié aux convenances personnelles de Yousouf mameluk, ce jeune aventurier, jusqu'alors heureux, se rendit à Bône où il fit une entrée théâtrale au bruit de l'artillerie qui le salua comme bey. Le colonel Duverger, chef d'état major, fut désigné pour remplacer provisoirement le général d'Uzer. Le colonel Corréard, du régiment de chasseurs d'Afrique, commanda à Bône, pendant le temps qui s'écoula entre le départ du général d'Uzer et l'arrivée du colonel Duverger[1].

Nous avons fait connaître l'état satisfaisant des relations des tribus de Bône avec l'autorité française, sous l'administration du général d'Uzer. Les Européens pouvaient parcourir librement le pays à une assez grande distance, et l'on peut dire qu'à l'exception de quelques brigands isolés, nous n'avions pas d'ennemis sur un rayon de plus de quinze lieues. Cet état de choses fut mis en parfaite lumière par l'établissement du camp de Dréan, à cinq lieues de Bône, établissement qui eut lieu peu de temps après l'arrivée du colonel Du verger. Jusque-là, quelques marchands, quelques officiers topographes, plus occupés de leurs affaires ou de leur service que du récit de leurs voyages, avaient seuls fait des excursions hors de Bône.

(1) Il arriva à Bône à la fin de mars 1836.

Mais le camp de Dréan ayant attiré des curieux, on se mit à parler, dans tous les journaux, de l'état prospère de la contrée. Malheureusement cet état, dû à l'ancienne administration, commençait à péricliter par les fautes de la nouvelle, au moment même où on en parlait la plus. L'engouement et quelquefois l'intrigue l'attribuaient à Yousouf, et ce même Yousouf allait le détruire.

Le maréchal Clauzel, en l'élevant à la dignité de bey, ne détermina pas ses fonctions, ne lui alloua aucun traitement fixe. Loin de s'en plaindre, Yousouf vit, dans le mot seul de bey, tout ce que le silence de l'autorité française semblait laisser dans le vague. La position qu'il avait su se créer par des services réels dans l'armée française, malgré sa jeunesse et des antécédents équivoques, lui fit croire que tout lui serait possible dès le moment qu'on le laissait libre sur le choix des moyens.

Il voulut d'abord avoir un banquier qui, naturellement, fut Lassery. Il passa, avec ce juif, un marché par lequel il lui céda, pour quelques avances, une part considérable dans les revenus présumés de son beylik. Ces revenus devaient d'abord se composer des razzias qu'il comptait, sur le moindre prétexte, effectuer sur les tribus arabes. À peine arrivé à Bône, le nouveau bey mit en pratique ce système d'administration.

Yousouf avait été autorisé, par le maréchal, à lever un corps de 1,000 Turcs, Maures ou Koulouglis ; il en avait réuni 280 à Alger. Pour compléter son bataillon, il eut recours, à Bône, à une espèce de presse. Ses chaouchs parcoururent les cafés, les boutiques, même les maisons particulières, et enlevèrent violemment tout homme qui leur parut en état de porter les armes. La population indi-

gène, effrayés, réclame auprès de l'autorité française, disant qu'au besoin elle ne se refuserait pas à prendre part à la défense commune, mais qu'elle demandait que ce fût dans les rangs de la garde nationale, et non comme soldats d'un bey qui ne devait exercer aucun pouvoir en ville. En effet, Yousouf avait été nommé bey de Constantine et non de Bône, dont les habitants devaient continuer à vivre sous la protection directe de l'administration française. M. Disaut, sous-intendant civil, prit leur défense, et arracha à Yousouf les hommes qu'il avait forcément enrôlés. Le corps d'infanterie du bey, réduit alors à de véritables volontaires, ne put parvenir qu'à un effectif de 300hommes. Yousouf avait de plus les escadrons de spahis réguliers, dont il était commandant, et les irréguliers répandus dans les tribus soumises.

Aussitôt après son arrivée à Bône, il publia une proclamation où il annonçait aux Arabes sa nouvelle dignité, et prescrivait aux cheiks de venir lui rendre hommage. Sous le point de vue politique, on pouvait, à cette époque, partager en deux zones concentriques les tribus de l'arrondissement de Bône. La plus rapprochée était composée de tribus, ou de fractions de tribus, soumises, reconnaissant 1'autorité de la France, et dont les cavaliers étaient à notre solde. La zone la plus éloignée comprenait les tribu qui, sans reconnaître positivement notre autorité, étaient cependant pacifiées, et entretenaient avec nous des relations de commerce et de bon voisinage. Les peuplades de la première zone reconnurent sans difficulté le nouveau bey, tout au regrettant le général d'Uzer. Il n'en fut pas de même des autres, qui se montrèrent généralement fort mal disposées pour Yousouf. Une d'elles, la tribu des Radjetes, répondit à sa proclamation par des faux-fuyants.

Elle était trop éloignée de Bône, disait-elle, pour faire la démarche ostensible qu'on lui demandait, sans s'exposer à la vengeance d'Ahmed-Bey. Elle promettait, au surplus, de rester neutre, et de continuer à commercer avec Bône. A la réception de cette réponse, Yousouf résolut de commencer par les Radjetes son système de razzia. Il aurait désiré que le colonel Corréard mit quelques troupes à sa disposition ; mais cet officier supérieur qui n'avait pas d'instructions positives, à qui il avait été seulement prescrit de ne pas entraver la marche du bey, ne crut pas devoir prendre une part active à une entreprise semblable. Il promit simplement d'envoyer quelques escadrons sur le chemin que devait suivre Yousouf, pour le protéger en cas d'échec; ce qu'il fit en effet. Le bey marcha donc contre les Radjetes avec ses seules troupes indigènes. Il surprit quelques douars de cette tribu et leur enleva 2,000 bœufs et 1,200 moutons. Les Radjetes, après cette expédition, quittèrent leur territoire, et se réfugièrent sur celui des Beni-Mehenna, c'est-à-dire que de neutres ils devinrent tout à fait hostiles. A l'époque de la moisson, ils firent au bey une soumission apparente pour pouvoir venir couper tranquillement leurs blés ; puis quand leur récolte fut faite ils retournèrent chez les Beni-Mehenna.

Satisfait du résultat lucratif de cette première expédition, Yousouf en dirigea une seconde quelque temps après contre les Oulad-Attia. Quelques hommes de cette tribu avaient eu, près de Bône, une rixe violente avec des Ichaoua, au sujet d'une femme enlevée. On les accusa d'être venus si près de la ville pour saccager une propriété européenne. Trois de leurs douars furent surpris et pillés. Un leur enleva beaucoup de bétail et neuf prisonniers. Trois

hommes furent tués. Les prisonniers ne furent rendus à la liberté qu'après avoir été mis à rançon.

Le résultat de tout cela fut que la plupart des Oulad-Attia abandonnèrent leur territoire comme l'avaient fait les Radjetes.

Plusieurs expéditions semblables à celles dont nous venons de parler furent dirigées sur d'autres tribus. Une d'elles eut un caractère plus militaire que celles qui l'avaient précédée. Il s'agissait de marcher contre Resgui, chef de la majorité des Hanencha, qui tenait pour Ahmed Bey. Mais ayant rencontré des bœufs en chemin chez les Eanebiel, tribu du parti de Resgui, Yousouf ne put résister à la tentation de les enlever. Les Arabes de la contrée coururent aux armes, la repoussèrent, et le menèrent battant jusque dans un terrain fourré, où il retrouva son infanterie, qui avait été longtemps séparée de lui par suite d'un faux mouvement. Il put alors rentrer à Bône sans être inquiété.

Si la conduite de Yousouf éloignait de lui beaucoup d'Arabes, elle lui en attirait en revanche quelques-uns de ceux qui, semblables aux routiers du moyen âge, se mettent toujours du parti qui pille. Haznaoui , rival de Resgui dans la tribu de Hanencha, où il avait un fort parti, cherchait depuis longtemps à s'appuyer sur les Français de Bône. Il en avait plusieurs fois écrit au général d'Uzer, qui l'avait toujours engagé à conserver sa position à Hanencha, jusqu'à ce que le Gouvernement se fût décidé au sujet de Constantine. C'est ce qu'il fit ; mais après la nomination de Yousouf, le parti de Resgui ayant puisé une nouvelle force dans la répugnance qui se manifesta: bientôt parmi les Arabes contre ce bey, et par conséquent contre

les Français, Hamaoui ne put rester plus longtemps à Hanencha ; il vint trouver Yousouf avec près de 200 cavaliers. Le bey le reçut à bras ouverts, lui fit des présents, et l'employa dans toutes ses razzias. Yousouf attira aussi à sa cause le kaïd Soliman ancien lieutenant du bey de Constantine, réfugié à Tunis, personnage d'une certaine importance et d'une certaine habileté. L'adjonction de ces deux hommes lui fut d'un grand secours. Elle neutralisa, pour un instant, l'explosion du mécontentement général que ses actes avaient fait naître. Les tribus de l'est surtout se montrèrent tout à fait soumises et résignées. On établit un détachement de 50 Turcs à la Calle; sous le commandement d'un officier français. Ce poste, ancien chef-lieu des concessions françaises, rentra ainsi en notre pouvoir. Des officiers de cavalerie firent des remontes au loin, et une correspondance, à peu près régulière y fut établie, par terre, entre Bône et Tunis. Mais Yousouf ne vit pas le parti que, par une sage modération, il pouvait tirer de cet état de chose, non-seulement pour l'établissement de soit autorité, mais même pour la satisfaction bien entendue de ses besoins financiers. Loin d'établir un régime régulier, de songer à l'avenir, il ne s'occupa qu'à exploiter le présent. M. le colonel Duverger n'avait ni les moyens ni la volonté de le diriger. D'un côté, le colonel voulait plaire au maréchal en le laissant faire, et d'un autre s'arroger une partie des succès qu'il le croyait de bonne foi destiné à obtenir. Il se mit donc complaisamment à sa suite, ne voyant, ne pensant que par lui à Bône, mais le présentant toujours; dans ses relations officielles où d'intimité, comme un personnage en sous-ordre, qui n'avait que le mérite de le seconder avec intelligence dans le plan conçu par lui,

colonel, pour arriver promptement à la soumission du pays.

Une fois que Yousouf eut Hasnaoui avec lui, et qu'il eut tout à fait annihilé le colonel Duverger, son despotisme ne connut plus de bornes. Ce violent système d'administration produisit dans le courant de l'été des sommes assez considérables ; mais elles passèrent comme de l'eau dans les mains de notre bey, aussi généreux, et même prodigue, pour ceux qu'il croyait dévoués à sa cause, qu'impitoyable pour les autres, et qui de plus avait à pourvoir à quelques dépenses nécessaires, pour lesquelles il ne lui était pas alloué de fonds.

Le commandant Yousouf avait pour secrétaire un ancien cadi de Bône nommé Khalil. Cet homme, qui dès le principe n'avait pas voulu vivre sous la domination de la France, s'était réfugié à Tunis, en 1832 après la prise de Bône. Il entretenait là une correspondance suivie avec Ahmed-Bey, qui l'avait chargé de quelques affaires. L'autorité française, qui en fut instruite, exigea du bey de Tunis qu'il lui fût livré. Il fut conduit à Alger avec tous les papiers saisis dans son domicile par le consul de France. La plupart de ces pièces étaient écrites en chiffres. Les autres étaient sans importance. Du reste, dans aucun cas, Khalil ne pouvait être judiciairement poursuivi, puisqu'il n'avait jamais été sous notre domination, qu'il était libre de tout engagement envers nous, et qu'enfin il avait été arrêté sur un terrain neutre. Après l'avoir gardé quelques temps à Alger, on le renvoya à Bône sous la surveillance, et par conséquent la sauvegarde de l'autorité locale. Comme c'était un homme d'une certaine importance, Yousouf voulut se l'attacher, et, à force d'instances, il parvint à l'avoir auprès de lui.

Khalil ayant vu Yousouf à l'œuvre, blâma ses actes, ce qui le rendit bientôt suspect. Une nuit, après avoir passé la soirée à jouer aux échecs avec le bey, à Dréan, où ils étaient l'un et l'autre, il fut enlevé de sa tente et eut immédiatement la tête tranchée, sans que l'officier supérieur qui commandait le camp fût instruit de cette exécution. On dit que Khalil avait voulu empoisonner Yousouf; mais on ne produisit contre lui qu'une lettre sans cachet, par laquelle Ahmed-Bey l'aurait engagé à commettre ce crime. Du reste, on ne peut alléguer ni commencement d'excution, ni rien qui pût faire soupçonner que Khalil eût eu l'intention d'accéder à la demande, vraie ou fausse, d'Ahmed. Yousouf fit arrêter un Maure et un Juif qu'il donnait pour complices à Khalil. Mais l'autorité civile arracha ces deux hommes de ses mains, et comme aucune charge ne s'éleva contre eux, elle les mit en liberté au bout de quarante-huit heures[1].

La mort de Khalil répandit partout l'effroi. Bel-Cassem, ancien kaïd de Stora, qui servait en qualité de maréchal des logis dans les spahis, craignant le même sort, s'enfuit de Bône, et se réfugia à Alger, auprès du général Rapatel, qui commandait en ce moment en l'absence du maréchal. Cet homme connaissait bien le pays. Il avait joui de la confiance du général d'Uzer. A ce titre il était

(1) Il est peu admissible qu'Almed-Bey ait voulu empoisonner Yousouf, dont la fausse politique le servait parfaitement. D'un autre côté, Yousouf n'avait aucun intérêt personnel à la mort de Khalil. Il est donc à croire qu'il fut trompé par quelque ennemi secret de cet Arabe. Ce fut, dans le temps, l'opinion la plus répandue parmi les indigènes.

suspect à la nouvelle administration. Il porta à Alger de graves accusations contre Yousouf. On y fit peu d'attention. Cependant M. Melcion-d'Arc, intendant militaire de l'armée d'Afrique, avait déjà signalé, dans l'intérêt de l'approvisionnement des troupes, les enlèvements continuels de bétail opérés par Yousouf. Comme la plus grande partie en était exportée à Tunis, ou par les Maltais à qui Yousouf le vendait directement, M. Melcion avait craint que le pays ne fut bientôt épuisé. Sur son rapport, le ministre envoya l'ordre au général Rapatel d'interdire, jusqu'à disposition contraire, toute exportation de bétail dans l'est de la Régence. Un arrêté fut signé à ce sujet le 20 juillet. Ainsi l'autorité centrale était réduite à s'armer officiellement contre des abus qu'elle avait fait naître. Le ministre adressa aussi, ou fit adresser quelques remontrances à Yousouf. Celui-ci en tint peu de compte, ayant entre les mains des lettres du maréchal Clauzel qui approuvaient sa conduite[1].

Enfin ce régime violent et peu sensé porta ses fruits. Une foule d'Arabes s'éloignèrent de nous, et suivirent l'exemple des Radjetes et de la majorité des Oulad-Attia. Ceux qui restaient soumis en apparence se remirent en rapport avec Ahmed-Bey, qui leur fit dire de dissimuler encore quelque temps, et que bientôt il les mettrait en position de lever le masque. Les cheikhs des Beni-Mohammed, des Sga, des Arba Aouen, des Djendel, n'attendirent pas même ce moment; ils allèrent franchement à Constantine demander l'investiture à Ahmed. Les Arabes faisaient

(1) Il les montra à M. Loyson, avocat général au tribunal supérieur.

tous ce raisonnement fort simple : *Puisque le bey des Français nous traite encore plus durement qu'Ahmed, mieux vaut retourner à celui-ci*. Ainsi Yousouf détruisit en peu de mois le bien qu'avait produit l'administration du général d'Uzer. Il s'aperçut lui-même, vers le milieu de l'été, que toutes les tribus allaient lui échapper ; mais il mit tout en usage pour cacher cette décadence, et il parvint, par les moyens les plus puérils, à abuser sur le degré d'influence qu'il était censé exercer des hommes haut placés, qui depuis se sont fait ses accusateurs et ceux du maréchal. Yousouf, dans la position ou l'avait mis M. Clauzel, exploita toujours, avec plus d'esprit que de prévoyance, cette administration crédule et enfantine de notre nation pour ce qui est excentrique et bizarre.

Nous avons un peu anticipé sur l'ordre chronologique pour donner intégralement le tableau de l'administration de Yousouf à Bône. Elle a eu trop d'influence sur les événements, pour que le lecteur n'attache pas quelque intérêt aux détails dans lesquels nous sommes entré.

Nous avons vu, dans le livre précédent, qu'avant de quitter la province d'Oran, le maréchal Clauzel avait décidé que le général d'Arlanges établirait un camp à l'embouchure de la Tafna, et ouvrirait de là des communications avec Tlemcen. Conformément à ses instructions[1], ce général, dont les forces considérablement diminuées par

(1) à cette époque, les instructions du général d'Arlanges n'étaient encore que verbales. Elles lui avaient été données par le maréchal, à l'île de Rachgoun, le 14 février, et elles se trouvèrent confirmées par l'approbation donnée par le même maréchal au projet d'exécution de l'établissement de la Tafna, lequel

le départ du 11e de ligne devaient encore subir d'autres réductions, voulant opérer avant d'être réduit à l'impossibilité matérielle d'agir, partit d'Oran, le 7 avril, avec 3,000 hommes de troupe et 8 pièces d'artillerie. Le 15 il traversa le Rio-Salado et alla bivouaquer sur l'Oued-Senane, au delà de la plaine de Zeldoure.

Le 14, on partit de ce point, et l'on passa près de la source de Guettara, où se tient le marché des Oulad-Kalfa. On aperçut ce jour-là, pour lai première fois, un rassemblement d'Arabes armés ; c'étaient 200 cavaliers des Oulad-Abdallah. Ils s'abouchèrent avec ceux, de Mustapha, et leur déclarèrent qu'ils ne voulaient, ni se joindre à Abd-el-Kader, ni se Soumettre aux Français. A midi, la colonne prit position à l'Oued-Ghaser. Dans la soirée, des cavaliers ennemis vinrent caracoler devant nos postes ; des soldats qui allaient à l'eau furent attaqués.

Le 15, la colonie partit de l'Oued-Ghaser ; ayant son flanc gauche couvert par la cavalerie de Mustapha. L'ennemi se montrait dans cette direction. Après une courte marche, la colonne s'arrêta sur la montagne de Dar-el-Atchan. Mustapha, qui, depuis le matin ne cessait de demander du canon, s'engagea alors avec l'ennemi dont le nombre augmentait à chaque instant. C'était l'avant-garde d'Abd-el-Kader composée de cavalerie Mustapha la fit d'abord plier ; mais ayant vu derrière une infanterie nombreuse, il envoya prier le général d'Arlanges de le

---

lui fut présenté par le colonel directeur des fortifications, le 14 avril. Ainsi, le reproche d'avoir agi sans ordre, fait au général d'Arlanges par la commission du budget en 1837, ne parait point fondé.

LIVRE À COMPLÉTER